

Initiatives inspirantes en mobilisation locale au Québec



Initiatives inspirantes en mobilisation locale

**(réalisé par le Carrefour Jeunesse-Emploi
Côte-des-Neiges)**

Mars 2021

CJE Côte-des-Neiges Initiatives inspirantes

TABLE DES MATIÈRES

Cadre de référence	Page 4
Fiche 1 Bâtiment 7 (Pointe-Saint-Charles) https://www.batiment7.org/fr/accueil-2/?fbclid=IwAR21_M1l_5C9oIW4075TZOD0cYlEKm9H7xTHtsUEekltC4r56eoxR3lkI	Page 6
Fiche 2 École Famille Communauté (Saint-Léonard) https://pic.centraide.org/saint-leonard/ecole-famille-communaute-prend-de-lampleur/	Page 10
Fiche 3 Système alimentaire michelois (Saint-Michel) https://www.vivre-saint-michel.org/espaces/alimentation/	Page 12
Fiche 4 Hoodstock (Montréal-Nord) https://www.hoodstock.ca	Page 14
Fiche 5 Parole d'excluEs (Montréal-Nord et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve) http://www.parole-dexclues.ca/wp-content/uploads/2016/04/déclaration-de-principes-PE.pdf	Page 16
Fiche 6 Cohabitat Québec (ville de Québec) https://www.cohabitat.ca	Page 20
Fiche 7 Carrefour alimentaire Centre-Sud (Centre-sud de Montréal) http://www.carrefouralimentaire.org/	Page 23
Fiche 8 Montréal en commun, communauté d'innovation (Montréal) https://laburbain.montreal.ca/montreal-en-commun	Page 26
Fiche 9 Solon (Rosemont-Petite-Patrie et Ahuntsic-Cartierville) https://solon-collectif.org	Page 29
Fiche 10 Le réseau Accorderie (Diverses régions et quartiers) https://www.accorderie.ca	Page 31

Fiche 11	Page 33
Sentier urbain (Arrondissements Ville-Marie et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve à Montréal)	
https://www.sentierurbain.org	
Fiche 12	Page 35
Execo (Principalement Montréal et autres régions)	
https://exeko.org/fr/a-propos	
Fiche 13	Page 38
Toujours ensemble (Verdun)	
https://toujoursensemble.org	
Fiche 14	Page 41
Récolte (Montréal)	
https://recolte.ca/accueil/	
Fiche 15	Page 44
Comité d'action de Parc-Extension (Parc-Extension à Montréal)	
https://comitedactionparcex.org/	
Fiche 16	Page 46
La Cartographie d'initiatives en transition sociale et écologique	
https://passerelles.quebec/cartographie/liste	
Fiche 17	Page 48
Les tables de quartier et les projets financés par le PIC	
Pour obtenir les coordonnées des tables de quartier :	
https://www.centraide-mtl.org/repertoire-des-organismes-et-projets/?_field_action=batir-des-milieus-de-vie-rassemblons%2Cdynamiser-la-vie-de-quartier	
https://www.centraide-mtl.org/projet-impact-collectif/	
Fiche 18	Page 51
Les Structures de concertation au niveau régional : Pôle d'économie sociale ; Instance de concertation en persévérance scolaire ; Démarches régionales concertées en développement social ; Corporations de développement communautaire (CDC).	
https://chantier.qc.ca/decouvrez-leconomie-sociale/poles-deconomie-sociale/	
https://rqds.org/membres-du-rqds/	
https://reussiteeducative.quebec	
http://www.tncdc.com	
Fiche 19	Page 53
Ressources d'appui et d'innovation en développement social et territorial : Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS), Passerelles, Maison de l'innovation sociale, Esplanade, Dynamo, Communagir, Opération Veille et Soutien stratégique, Institut du Nouveau Monde, les Services aux collectivités de l'UQAM, le Bureau de l'engagement communautaire de l'Université Concordia, le Pôle IDEOS (gestion des entreprises sociales) de HEC Montréal, l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul et Cité ID Living Lab de l'École nationale d'administration publique (ENAP).	
https://tiess.ca/qui-sommes-nous/le-tiess-en-bref/	
https://passerelles.quebec/info	
https://esplanade.quebec/	
https://www.mis.quebec/	
https://tangram.mis.quebec/qc/fr/trouver-du-soutien	
https://dynamocollectivo.com/	
https://communagir.org/http://www.operationvss.ca/	
http://www.operationvss.ca/publication-ovss/	
https://inm.qc.ca	
https://sac.uqam.ca	

<https://www.concordia.ca/fr/a-propos/engagement-communautaire/bureau.html>
<https://ideos.hec.ca>
<https://ustpaul.ca/innovation-sociale.php>
<http://cite-id.com/a-propos>

CADRE DE RÉFÉRENCE

Une initiative de mobilisation locale se définit comme une action, un programme, un service ou un ensemble d'actions qui répond en tout ou en partie aux caractéristiques suivantes :

- Est mise en œuvre par une ou des personnes ou par une ou des organisations issues de la société civile, par des services publics ou par une ou des entreprises privées **dont le rayon d'action est un territoire local donné** (quartier, arrondissement, municipalité locale). Le type d'acteur n'est donc pas un critère. C'est le territoire qui importe.
- A pour objet ou pour effet **d'engager de manière dynamique, dans l'action et dans une visée de changement, des citoyens et citoyennes** vivant ou travaillant dans ce territoire.
- Répond à la définition suivante de la mobilisation : « Le mot « **mobilisation** » fait référence au passage à l'action pour changer une situation, **effectué collectivement (action collective) par un regroupement d'acteurs (acteur collectif)**. Changer une situation, c'est répondre à des besoins, résoudre des difficultés, améliorer les conditions de vie, modifier des fonctionnements, etc. » (Source : Communagir, <https://communagir.org/contenus-et-outils/comprendre-et-agir/la-mobilisation/>)

Une initiative « inspirante », pour être identifiée comme telle, répond à une combinaison des critères suivants, ici présentés dans un ordre aléatoire, le premier critère n'étant pas nécessairement le plus important :

- L'identité du changement souhaité est clairement établie (objectifs clairs) ;
- L'analyse des causes des problèmes à résoudre ou des besoins à remplir ainsi que l'analyse des solutions applicables, sont clairement énoncées ;
- La stratégie pour produire ce changement est clairement décrite ;
- L'initiative s'inscrit dans la durée ;
- Le nombre des citoyens-nes engagé-es est important ;
- La diversité des citoyens-nes engagé-es et des organisations mobilisées est favorisée ;
- L'engagement des personnes est reconnu, les décisions sont prises en concertation et l'empouvoirement des personnes est favorisé ;
- L'initiative a permis jusqu'à présent de réaliser des gains en vue du changement souhaité, bref d'enregistrer des résultats tangibles et durables.

Les organismes qui offrent surtout des services directs, dont un grand nombre sont des initiatives inspirantes, n'ont pas été pris en compte dans cet échantillon car leur mission ou leur fonctionnement ne correspond pas aux critères mentionnés ci-dessus, notamment pour ce qui a trait à la mobilisation de la communauté, et non pas

principalement en offrant des services à des individus, et à la visée de changement systémique qui est clairement établie au-delà du service lui-même.

Les Carrefours Jeunesse Emploi et leur regroupement national n'ont pas fait l'objet d'analyses dans ce document bien qu'ils constituent, évidemment, des initiatives inspirantes. On trouve sur le site web du CJE Côte-des-Neiges une recension de quelque 600 bons coups des 111 CJE du Québec (<https://www.cjecdn.qc.ca/un-recueil-de-bons-coups-des-carrefours-jeunesse-emploi-du-quebec-5-volumes/>). Le CJE a aussi recensé une vingtaine d'initiatives, du Québec et de France, dans un document intitulé *Fiches de synthèse : Projets collaboratifs et innovants en France et au Québec*.

Quinze (15) initiatives locales ont été recensées. Chaque fiche comprend :

- Une brève description de l'initiative
- Un tableau d'analyse des 12 critères sélectionnés, soit : le territoire d'intervention, la visée de changement, les problèmes identifiés, la stratégie, l'inscription dans la durée, les actions, les citoyens/nes visé/es, la structure de mobilisation, le nombre de participants/es touché/es, les organismes mobilisés, la diversité, les résultats.

Quatre fiches complémentaires sont proposées :

1. La **Cartographie d'initiatives en transition sociale et écologique** (la cartographie recense quelque 50 initiatives) ;
2. Les 35 tables de concertation locale (**tables de quartier**) soutenues par Centraide du Grand-Montréal et les 16 projets concertés financés par le PIC (projet impact collectif financé par une coalition de fondations) ;
3. Les **structures de concertation** au niveau régional : Présentation succincte et références web concernant : les 22 pôles régionaux d'économie sociale ; les 16 instances régionales de concertation en persévérance scolaire et réussite éducative ; les 16 démarches régionales de développement social (RQDS) ; et les 65 Corporations de développement communautaire (CDC).
4. Des **ressources d'appui et d'innovation** en développement social et territorial. Treize (13) organismes ou initiatives sont brièvement présentés (leurs références web sont fournies), incluant la plate-forme *Passerelles*, du TIESS, qui met en relations des dizaines de communautés de pratique en développement territorial au Québec et la plateforme *Tangram*, de la Maison de l'innovation sociale, qui recense quelque 58 initiatives.

Fiche 1
BÂTIMENT 7¹

Le **Bâtiment 7** est un bâtiment industriel patrimonial, situé sur d'anciens terrains du Canadien National (CN), fragment de l'histoire populaire de Pointe-Saint-Charles, converti en un lieu de rassemblement alternatif accessible et bouillonnant de projets : services de proximité, ateliers collectifs, jardins et fermette de quartier, projet autogéré, lieu du commun. Les promoteurs le décrivent comme une **fabrique d'autonomie collective**.

En accordant un prix « Agir ensemble » au projet en 2018, le jury de l'Opération patrimoine de la Ville de Montréal, écrit ceci : « Le jury salue ce projet sans précédent qui marque un jalon important dans la participation citoyenne à Montréal. La mobilisation citoyenne autour d'un projet de conservation d'un bâtiment industriel somme toute assez simple et sa reconversion en un lieu signifiant pour une large communauté est impressionnante par son aspect novateur et pionnier dans un champ qui ouvre la voie à une nouvelle relation entre les citoyens et leur patrimoine. La persévérance exceptionnelle de ce groupe de citoyens, de la simple contestation de la démolition du bâtiment à la réalisation d'un projet rassembleur est remarquable. »

Critère	Description
Territoire	Quartier Pointe-Saint-Charles, à Montréal (1900 Le Ber Suite 201)
Visée de changement	- Autogérer une propriété collective enracinée dans l'histoire populaire du quartier. - Réaliser un pôle de services et d'activités artistiques, culturelles, sociales et politiques en réponse aux besoins et désirs exprimés de longue date par la population du quartier. - Garantir l'accessibilité du lieu à tous et toutes, avec un parti pris affirmé pour les personnes marginalisées et appauvries. - Créer un écosystème d'expérimentation et d'apprentissage pour promouvoir l'autonomie, l'interdépendance, la complémentarité et le partage de ressources. - Pratiquer un mode de gestion démocratique horizontal et inclusif. - Être solidaires et engagé.e.s envers d'autres luttes pour la justice sociale et la réappropriation collective de nos quartiers, de nos villes et de notre vivre ensemble.
Problème identifié	Terrain vague et bâtiment désaffecté. Volonté de promoteurs d'y aménager des fonctions (projet immobilier et commercial), que plusieurs organismes locaux jugeaient incompatibles avec les besoins du quartier. Perte potentielle d'un bâtiment patrimonial.
Stratégie	Dès 2003 : Concertation de nombreux organismes pour contester les intentions des promoteurs. 2007-2008 : Opération populaire d'aménagement des terrains du CN : élaboration de propositions citoyennes pour le site.

¹ https://www.batiment7.org/fr/accueil-2/?fbclid=IwAR21_M1l_5C9oIW4075TZOD0cYJLEKm9H7xTHtsUEekItC4r56eoxR3IkII

	2009 : Création d'un OBNL. 2010-2012 : Mobilisations continues sur différents enjeux du développement des Terrains du CN, par différents groupes : logement, espaces verts, Bâtiment 7, sauvegarde d'un parc, accès camionnier par l'extérieur du quartier habité. Mobilisations spécifiques soutenues pour la cession du Bâtiment 7 à la communauté : actions directes, pétitions, manifestations, négociations. 2012 : Après l'approbation par la Ville de la réalisation du projet immobilier et commercial les Cours de Pointe-Saint-Charles, obtention de la cession du bâtiment 7 à la communauté et d'un budget d'un million de dollars pour des travaux d'urgence. 2013-2015 : Maintien de la pression et des négociations pour que la cession se réalise. 2016 : Mobilisation de la communauté pour définir le projet (assemblée publique, discussions avec des bailleurs de fonds, plans et devis, etc.) 2017 : Le Collectif devient propriétaire. Finalisation de la planification des aménagements.
Durée	La mobilisation pour conserver et ensuite convertir l'ancien bâtiment industriel et les terrains qui l'accueillent a commencé en 2003.
Actions	En soi, toute la démarche pour conserver et convertir le Bâtiment 7, la mobilisation qui fut requise et la mise en place de la structure d'autogestion sont les principales actions du projet. Celui-ci se concrétise ensuite par un ensemble d'activités et de services : une épicerie, une brasserie artisanale, une arcade, des ateliers et une école d'art. Un Centre de santé complémentaire, un atelier textile et marionnette et deux groupes socioculturels.
Citoyens/nés visé/es	L'ensemble de la communauté, en particulier les personnes et les familles marginalisées ou appauvries.
Structure de mobilisation	Voir l'organigramme à la fin de cette fiche. Le Collectif « 7 à NOUS », un obnl créé en 2009 expressément pour développer le Bâtiment 7. réunit des citoyen.ne.s, des organismes culturels, communautaires, libertaires ou issus de l'économie sociale. La structure d'autogestion est : décentralisée, égalitaire, sans hiérarchie autoritaire ni domination. Elle : - vise l'autonomie et l'implication directe des principaux intéressés, c'est-à-dire les occupants et les membres; - tient compte de la complexité du projet d'ensemble; - se veut efficace dans ses processus de fonctionnement, de prise de décision et d'opérationnalisation; - met en place des processus de communication, d'accompagnement/formation, d'intégration et de règlements des conflits; - est évolutive et se co-construit. La structure est inspirée par les modes de gestion à la fois autogestionnaire et communautaire qui existaient au sein du Collectif 7 À NOUS durant la lutte pour obtenir le Bâtiment 7 ainsi que par les modes de gestion sociocratique et holocratique ainsi que par des principes de gouvernance partagée et de la communication non violente. - La structure est composée de cercles et de projets (occupants), chacun des petits cercles ayant à sa charge certaines responsabilités. Ils sont composés de membres actifs. - o Toute personne ou collectif voulant devenir membre actif doit suivre une démarche d'intégration et signer un contrat d'engagement. On peut aussi être membre allié en payant une cotisation de 10 \$. - Les petits cercles sont réunis en trois grands cercles (voir organigramme). - Le Cercle général, composé des « antennes » des cercles et des occupants, est l'espace décisionnel pour toutes les grandes orientations et assurer le respect de la vision du projet et sa cohérence. - Une fois l'an le Cercle général se convertit en Assemblée générale. Tous les membres actifs ont alors droit de vote.

	- Le Cercle de coordination est composé de représentants des trois grands cercles et assure la planification et exerce les responsabilités légales d'un conseil d'administration de l'OBNL. Trois de ses membres (les trois « soleils », un pour chaque grand cercle), assurent la coordination opérationnelle au quotidien.
Nombre de participants/es	Sur la page Facebook du projet, on indique que 7000 personnes affirment avoir visité la page. Quelque 250 personnes à l'événement de lancement en 2018. Quelque 85 membres actifs veillent au fonctionnement du Bâtiment 7 sur une base quasi-quotidienne.
Organismes mobilisés	Membres fondateurs : - Action-Gardien (Table de concertation communautaire de Pointe-Saint-Charles, CDEC), Centre Social Autogéré, Club Populaire des Consommateurs, Mark Poddubiuk (architecte), Nathacha Alexandroff (citoyenne du quartier), Quartier Éphémère. Occupants : - Press Start Coop, l'Épicerie Le Détour, L'Atelier la Coulée, l'École d'art de Pointe-Saint-Charles, Les Sans-taverne, Coop Cycle 7, David St-Pierre et Marcus Tissier (atelier bois), Jonathan Dionne et Amélie Trudeau (atelier mécanique), Collectif Side Tracks (sérigraphie), Nicolas Ouellette, Marie Serreau et Louise Chapados (céramique), La Concierge est dans l'Escalier (impression numérique), Gabrielle Gérin et Santiago Dubois (chambre noire). Autres groupes impliqués : - Loisirs et Culture Sud-Ouest, Bibliothèque St-Charles (heure du conte), CPE les Enfants de l'avenir, Éco-quartier du Sud-Ouest, GRT Bâtir son Quartier, Centre d'écologie urbaine, les Ateliers Ublo, la Shapem, Architectes sans frontières, Bureau de l'engagement communautaire de l'université Concordia. Bailleurs de fonds : - Ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec, Fondation Lucie et André Chagnon, Fondation Béati, Fonds Accès Justice, Caisse d'économie solidaire Desjardins, Investissement Québec, Fiducie du chantier de l'économie sociale, FIRM, PIEC, Recyc-Québec, PRAM-ES, Fonds d'Ateliers d'artistes de la Ville de Montréal et Fonds pour les espaces culturels (fédéral).
Diversité	Selon les responsables, la population desservie est diversifiée comme l'est la population du quartier.
Résultats	2018 : Adoption d'une structure d'autogestion. 13 projets par et pour la communauté initient leurs activités. Partenariat avec le Bureau de l'engagement communautaire de l'Université Concordia. 2019 : 4 nouveaux projets s'ajoutent à la phase 1. Mobilisations contre la construction de condos sur les terrains environnants. Conception de la phase 2 du projet. Tout au long du processus : reconnaissance par l'obtention de plusieurs prix : Premier prix en économie sociale de PME MTL Grand Sud-Ouest, Prix "Agir Ensemble" à l'Opération Patrimoine et par l'Association de la Santé publique du Québec, Prix du Gala du Développement durable de Montréal et du Gala UNIO
Personnes contact	Présidente CA, 2018 : Gabrielle Gérin Le coeur de l'équipe se maintient stable en 2018 avec le maintien en poste de Kevin McMahon, Isabelle Monast-Landriault et Judith Cayer.
Contacts	info@batiment7.org 438.777.7558 1900 Rue Le Ber [Suite 201] Montréal, Québec H3K 2A4 Répertoire des Projets

	ÉPICERIE LE DÉTOUR INFO@EPICERIELEDETOUR.ORG LES SANS-TAVERNE INFO@SANS-TAVERNE.COOP ÉCOLE D'ART INFO@POINTESTCHARLESARTSCHOOL.CA PRESS START (ARCADE) PRESSSTART.PSC@GMAIL.COM LA COULÉE (ATELIER MÉTAL) INFO@ATELIERLACOULEE.ORG SALLE DE SOINS SALLEDESOINS@BATIMENT7.ORG ATELIER MÉCANIQUE MECANIQUE@BATIMENT7.ORG ATELIER VÉLO INFO@CYCLE7.CA ATELIER CÉRAMIQUE CERAMIQUE@BATIMENT7.ORG CHAMBRE NOIRE CHAMBRENOIRE@BATIMENT7.ORG ATELIER IMPRESSION NUMÉRIQUE IMPRESSION@BATIMENT7.ORG ATELIER SÉRIGRAPHIE SERIGRAPHIE@BATIMENT7.ORG ATELIER BOIS ATELIER.BOIS@BATIMENT7.ORG CERCLE JARDIN JARDIN@BATIMENT7.ORG
--	--

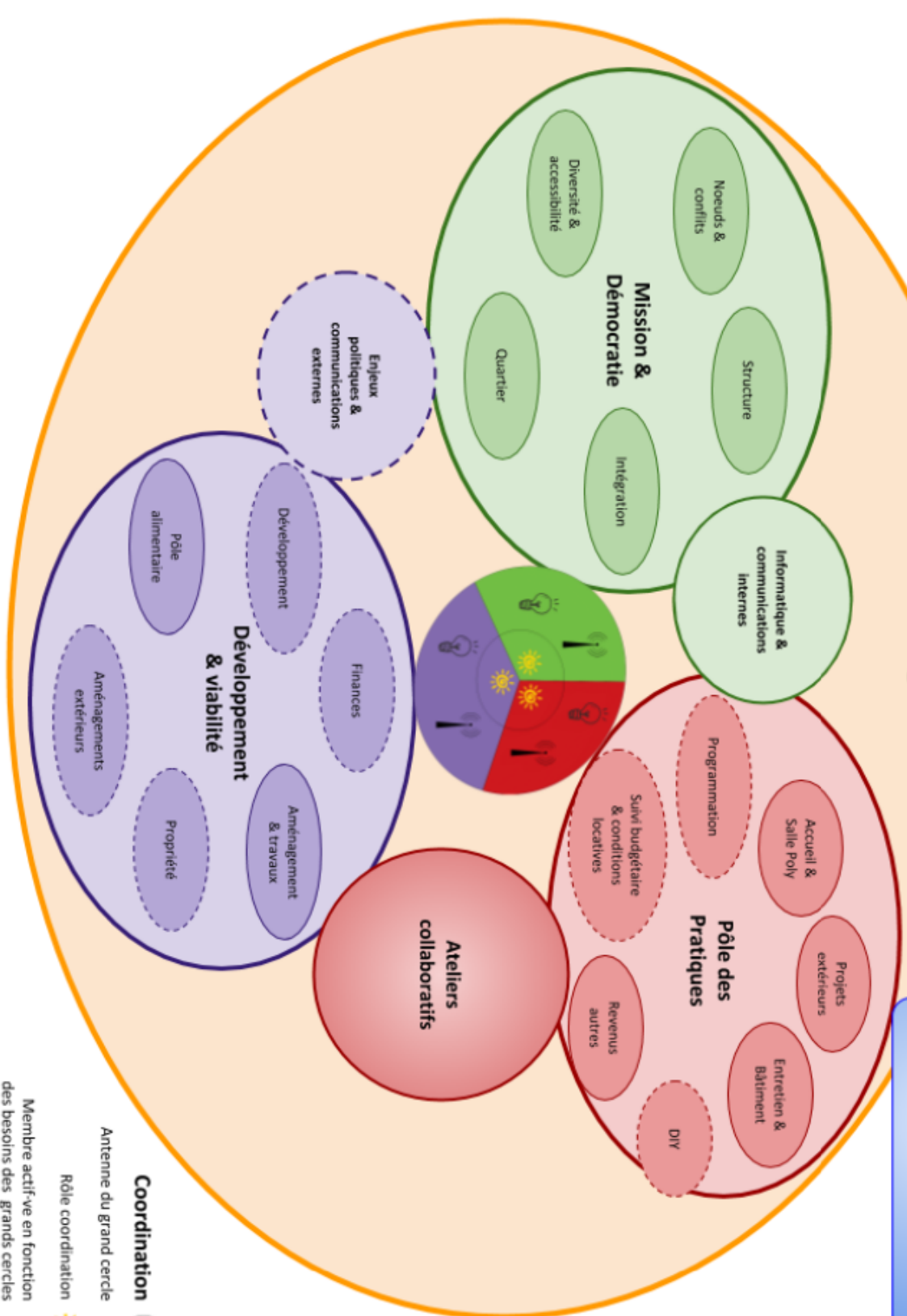
Organigramme

7 À NOUS - BÂTIMENT 7

Version 28 avril 2018

Cercle général

Forum des membres



Coordination

Antenne du grand cercle

Rôle coordination

Membre actif-ve en fonction des besoins des grands cercles



Fiche 2
École Famille Communauté²

Au cours des dernières années, le projet École-Famille-Communauté s’implantait déjà dans plusieurs quartiers montréalais dont Saint-Léonard. L’arrivée du PIC (programme de Centraide du Grand Montréal) a permis aux acteurs léonardois de revoir et de dynamiser leur modèle de collaboration.

Avec le soutien et l’engagement de Réseau Réussite Montréal et de la Commission scolaire de la Pointe de l’île, six agentes de concertation école-famille-communauté (ÉFC) et une coordonnatrice de projet s’activent dans Saint-Léonard afin de venir en aide aux familles et aux enfants. Ce projet pilote vise à améliorer le tissu social et communautaire autour des parents immigrants afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans la réussite scolaire de leurs enfants.

Dans un premier temps, le PIC a permis aux acteurs de Saint-Léonard de se pencher sur les différentes pratiques d’accompagnement des nouveaux arrivants. Les différentes approches communautaires déjà en cours ont ainsi été repensées et bonifiées dans le but d’optimiser les services déjà en place.

Critère	Description
Territoire	Arrondissement Saint-Léonard, Montréal
Visée de changement	Améliorer le tissu social et communautaire autour des parents immigrants afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans la réussite scolaire de leurs enfants.
Problème identifié	En 2015, un plan de quartier a été adopté et l’un des quatre principaux enjeux identifiés était la scolarisation. 81 % des élèves du secondaire à Saint-Léonard sont issus de l’immigration, près de 94 % à l’école primaire. Des défis pour les familles nouvellement arrivées (immigrantes) : - Comprendre le système scolaire québécois - Communiquer avec l’école : barrières linguistiques et codes culturels - Découvrir les ressources du quartier qui peuvent les aider
Stratégie	Solutions - Rapprocher les familles, l’école et les organismes communautaires - Créer des passerelles vers les services d’aide aux familles - Traduire pour créer des liens et ouvrir les portes closes
Durée	Depuis 2018. Intention de pérenniser.
Actions	- Ateliers sur le système scolaire québécois ont été offerts dans diverses langues dans des organismes du quartier. - Ateliers thématiques sur des sujets aussi variés que l’estime de soi, l’intimidation, les exigences parentales, la boîte à lunch, etc. - Ateliers sur la réalité parentale au Québec. - Accompagnement au bureau des communautés culturelles de la CSPI, lieu d’inscription à l’école pour les nouveaux arrivants.

² <https://pic.centraide.org/saint-leonard/ecole-famille-communaute-prend-de-lampleur/>

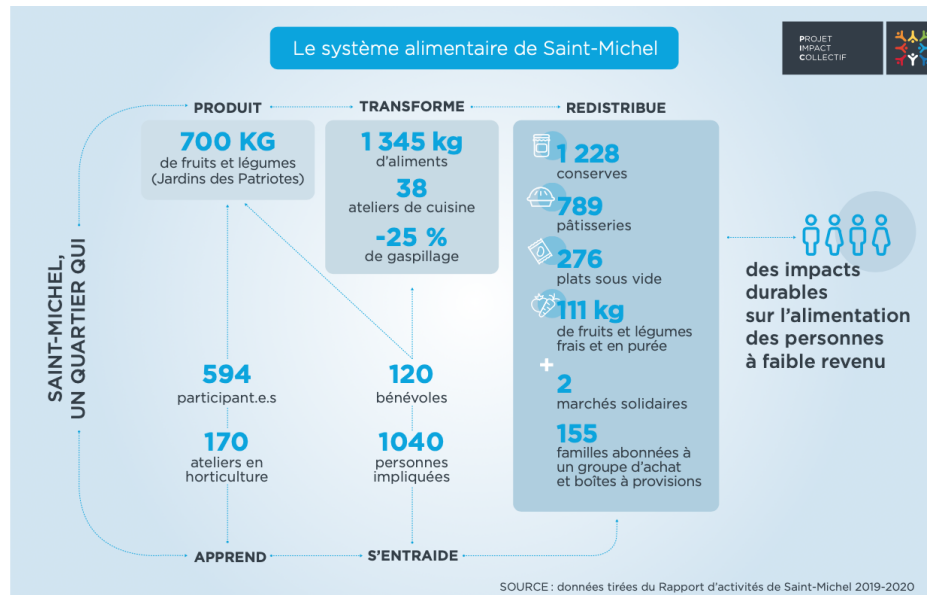
	- Accompagnement lors de rencontres avec les enseignants (premier jour d'école, rencontres avec les enseignants, remises de bulletin, documents à remplir, etc.). - Référence à des professionnels de l'école (service d'aide à l'enfant) et accompagnement lors de ces rencontres. - Conférences sur le passage primaire- secondaire. - Espace ouvert de discussion. - Référence à des organismes communautaires. - Promotion du programme auprès des enseignants.
Citoyens/nés visé/es	Les familles immigrantes vivant à Saint-Léonard.
Structure de mobilisation	Le projet est porté sur le terrain par deux organisations : Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal et les YMCA du Québec. Le Réseau Réussite Montréal et la Commission scolaire de l'île de Montréal sont en appui dans le cadre d'un soutien financier du PIC. Dynamo facilite l'évaluation du projet. Les agents du programme EFC agissent comme agents de liaison entre les familles et les organismes et institutions publiques du quartier.
Nombre de participants	500 familles accompagnées depuis février 2018 Huit écoles primaires sont touchées
Organismes mobilisés	Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal, Les YMCA du Québec, Réseau Réussite Montréal, Commission scolaire de la Pointe de l'île, PIC Centraide Grand Montréal / Dynamo, Les huit écoles de l'arrondissement, Concertation Saint-Léonard (table de quartier), Horizon Carrière / CJE Viger Jeanne-Mance, Maison de la famille de Saint-Léonard
Diversité	Par définition, la population visée provient de la diversité.
Résultats	Quant à la réussite éducative - Confiance accrue des parents immigrants envers l'école, amélioration de la communication entre les parents et l'école, meilleure compréhension du système scolaire, passage facilité de la francisation à l'école régulière, meilleur soutien scolaire à leurs enfants. 8 intervenantes sur 10 constatent une amélioration de l'implication des parents dans la réussite éducative de leur(s) enfant(s). Quant à l'inclusion et à la citoyenneté - Plus grand sentiment de sécurité, autonomie accrue des familles, meilleure intégration dans le quartier, multiplication du soutien par les familles Quant aux ressources du quartier - Contact facilité entre les organismes et les familles, meilleure connaissance et utilisation des ressources, participation accrue des enfants à des activités de quartier, nouveaux réflexes de collaboration entre actrices et acteurs du quartier Impact et diffusion Les résultats sont si concluants qu'ils mènent à l'expansion du projet à l'ensemble des écoles de l'est de Montréal. En effet, inspirée par certains aspects particulièrement innovants du modèle développé par les acteurs de Saint-Léonard, la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPI) fait appel à eux, dans le cadre d'une mesure ministérielle, pour l'implanter dans les quartiers Anjou, Montréal-Nord, Pointe-aux-Trembles et Rivière-des-Prairies en collaboration avec les organismes du milieu. Huit autres agents sont mobilisés et une coordination régionale a été mise en place. Un projet est en discussion pour l'école secondaire.
Personnes contact	Brigid Glustein, agente de liaison et de développement Centre de services scolaires de la Pointe-de-l'Île 514 286-2346, poste 212, bglustein@reseautreussitemontreal.ca
Contact	Centre de services scolaires de la Pointe-de-l'Île 550, 53e Avenue Montréal (Québec) H1A 2T7

Fiche 3

Le Système alimentaire michelois³

Depuis plusieurs années, le quartier Saint-Michel travaille sur des projets de développement social d'envergure, tels que la mise sur pied d'un système alimentaire local qui sert de tremplin pour l'emploi, l'aménagement d'un cœur de quartier dans la carrière Francon, ou encore la requalification d'un édifice vétuste en maison communautaire. Le quartier, via la table de quartier animée par Saint-Michel en santé, a identifiés quatre enjeux prioritaires (alimentation, habitation, mobilité et réussite éducative).

L'une des initiatives phares du plan de quartier est l'établissement d'un système alimentaire local dont voici, illustré, un résumé des résultats.



Critère	Description
Territoire	Quartier Saint-Michel, à Montréal
Visée de changement	- Meilleur accès à des aliments sains et abordables dans les quartiers - Des personnes plus autonomes qui s'alimentent mieux, apprennent, socialisent et s'impliquent
Problème identifié	Des défis pour les personnes à faible revenu (30 % de la population du quartier vs 21 % pour Montréal, en 2016) : - Coût élevé des aliments - Marécage alimentaire et déserts alimentaires. - Enjeux de mobilité. Forte proportion de résidents n'a pas accès à alimentation saine à moins de 500 mètres de la maison. - 42,7 % des élèves de 6e année affirment ne pas déjeuner tous les jours. - 29,7 % des jeunes de 6e année de Saint-Michel consomment de la malbouffe trois fois ou plus par semaine (contre 21,8 % sur l'île de

³ <https://www.vivre-saint-michel.org/espaces/alimentation/>
<https://www.vivre-saint-michel.org/saint-michel/projet-impact-collectif/>
<https://pic.centraide.org/saint-michel/>

	Montréal). 22,9 % consomment des boissons sucrées ou des sucreries tous les jours comparativement à 14,8 % sur l'ensemble de l'île de Montréal (Enquête TOPO - Saint-Michel 2017, Portrait des jeunes Montréalais de 6e année du primaire, Direction régionale de santé publique, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal). - Parmi les 150 commerces d'alimentation, forte proportion de dépanneurs
Stratégie	- Agir localement : produire, transformer, redistribuer - Bâtir un système alimentaire durable - Innover, créer de nouveaux services de proximité
Durée	Depuis 2015
Actions	- Établissement de deux marchés solidaires - Abonnements à un groupe d'achat - Ateliers de formation et de sensibilisation à l'agriculture urbaine, l'horticulture, l'alimentation saine et l'environnement - Agriculture urbaine dans les Jardins des patriotes - Réseau d'approvisionnement - Projet de récupération d'aliments (éviter le gaspillage) - Achat d'un camion collectif - Projet d'aménager une ferme d'agriculture urbaine, un marché public et des espaces verts sur le site de l'ancienne carrière Francon - Étude de faisabilité pour une serre productive et éducative
Citoyens/nés visé/es	Enfants et jeunes, personnes à faible revenu, personnes en situation d'isolement, personnes immigrantes, personnes vivant en situation de handicap, aîné.e.s
Structure de mobilisation	Responsabilité de la table de quartier Saint-Michel en santé, coordination par une équipe d'employés permanents, structures de consultation, évaluation continue
Nombre de participants	594 participants à des ateliers, 1040 personnes impliquées, 120 bénévoles, 155 familles abonnées à un groupe d'achat
Organismes mobilisés	Nombreux organismes communautaires (CJE Centre-Nord, Carrefour populaire Saint-Michel, Les Jumeleurs, PARI, Maison d'Haïti, Habitations Emmaüs, etc., Écoles du quartier, Mon Resto, À travers le PIC (Centraide), sept autres quartiers mobilisés autour de systèmes alimentaires locaux à Montréal et neuf employés embauchés pour la coordination, Conseil SAM (Système alimentaire montréalais), Montréal métropole en santé, Fondation du Grand Montréal (programme Faim Zéro)
Diversité	La moitié de la population du quartier est issue de l'immigration.
Résultats	- Plus de 1 040 personnes ont été sensibilisées aux saines habitudes alimentaires et initiées à l'agriculture urbaine, dont 120 bénévoles qui ont contribué activement aux activités de production des Jardins des Patriotes, lesquels ont fait une récolte d'environ 700 kilos de légumes. - Le réseau d'approvisionnement favorise la transformation totale de plus de 1 345 kilos de denrées alimentaires. La mise en place d'un projet de récupération a contribué à la réduction significative du gaspillage alimentaire pour atteindre une diminution de 25%. - Grâce aux ateliers donnés aux Jardins des Patriotes, 470 enfants et jeunes ainsi que 120 adultes ont acquis des connaissances en horticulture, sur les saines habitudes alimentaires et sur l'environnement. - Création du cours à option agriculture urbaine et environnement à l'école secondaire Louis-Joseph-Papineau. Une entente a été conclue entre l'école et le Centre lasallien pour pallier le manque de locaux disponibles. Diverses activités organisées dans les écoles primaires. - 120 adultes fréquentant des organismes du quartier ont aussi bénéficié d'ateliers aux Jardins des Patriotes durant l'été. Pour certains d'entre eux, ces ateliers ont été l'occasion de découvrir un milieu de travail
Personne contact	Vanessa Sykes Tremblay, Directrice générale Vivre Saint-michel en santé 514 955-4187, poste 220, direction@stmichelensante.org
Contact	Vivre Saint-Michel en santé 7605, rue François-Perrault, Montréal (Québec) H2A 3L6

CJE Côte-des-Neiges
Initiatives inspirantes

Fiche 4
Hoodstock⁴

Des citoyens créent, en réaction à la mort de Fredy Villanueva sous les balles d'un policier, le mouvement Montréal-Nord République qui commencera par dénoncer l'intimidation, le harcèlement, le profilage racial, les interpellations abusives de la part de la police à l'endroit des jeunes issus de l'immigration, pour ensuite tenir un forum social, en 2009, afin de permettre à la population de Montréal-Nord de reconquérir sa parole. De ce forum naît Hoodstock.

Critère	Description
Territoire	Montréal-Nord
Visée de changement	Éliminer les inégalités systémiques et développer des communautés solidaires, inclusives, sécuritaires et dynamiques. Cette mission se décline en sept thèmes : Équilibre des pouvoirs, Justice sociale et économique, combattre de front les enjeux, Communauté solidaire et coopérative, Plus grand partage des pouvoirs, Amplifier les différentes formes d'expression, Chances des jeunes rééquilibrées.
Problème identifié	En août 2008, la mort d'un jeune de 18 ans d'origine hondurienne, Fredy Alberto Villanueva, sous les balles d'un policier lors d'une intervention dans un parc (deux autres jeunes ont été atteints par des balles) suscite une vive réaction localement. Cet événement révèle des problèmes endémiques que sont l'intimidation, le harcèlement, le profilage racial, les interpellations abusives de la part de la police à l'endroit des jeunes issus de l'immigration. 60 % de la population de Montréal-Nord est composée de citoyen-ne-s issu-es de communautés racisées.
Stratégie	- Générer des espaces de dialogues et des initiatives mobilisatrices. - Permettre à la jeunesse en particulier de développer un sens critique - S'organiser comme une force collective et constructive
Durée	Depuis 2008
Actions	Forum social Hoodstock Le premier forum social de Montréal-Nord fût créé en 2009. L'objectif consistait à canaliser dans un projet constructif et émancipateur la colère populaire causée par l'assassinat de Fredy Villanueva en août 2008. Depuis, le forum social Hoodstock s'est tenu 6 fois et est devenu au fil du temps un fer de lance du mouvement social – antiraciste -au Québec. Cet événement, créé par et pour la communauté Nord-Montréalaise, est un espace de démocratisation dans lequel toutes et tous peuvent s'exprimer sur des enjeux sociopolitiques et partager leurs talents artistiques. Comité Leadership Le comité de jeunes leaders de Hoodstock fût créé à la suite du Forum de Hoodstock de 2018. En partenariat avec les organismes. Nos Jeunes à cœur et Exeko, ce comité repose sur le concept qu'en se concentrant sur notre intelligence collective nous arriverons à élever notre communauté. Ces jeunes âgés entre 18 et 30 ans, sont de véritables futurs "all stars" du milieu politique, artistique, médiatique, social et entrepreneurial. Que ce soit en débattant sur des sujets d'actualités ou en permettant à ces jeunes de rencontrer des intervenants du monde des affaires, de la sphère politique et médiatique, Hoodstock déploie l'arsenal nécessaire pour les outiller.

⁴ <https://www.hoodstock.ca>

	Projet S.T. Arts Ateliers d'écriture et performance Hip Hop et Ateliers sur les technologies informatiques. La vision portée par S.T.ARTS est celle d'une société dans laquelle les chances des jeunes défavorisés auront été (ré)équilibrées au moyen des arts, de la culture et des technologies numériques. Ces différents moyens sauront faciliter l'intégration socioprofessionnelle de nos jeunes tout en brisant le cycle de la pauvreté. PMRG – Programme de rechange général Hoodstock est mandaté par le Ministère de la Justice du Québec dans le déploiement d'un programme de mesures de rechange ayant pour but principal la réparation des torts causés aux victimes ou à la collectivité. Ce programme cherche ainsi à rétablir un équilibre entre la victime et l'accusé dans le système de justice criminel : participation des victimes, réparation des torts causés (médiation, dédommagement financier, lettres d'excuses, services à la collectivité) et sensibilisation des accusés (gestion de la colère, dépendance à l'alcool et aux drogues, etc.) Brigade de vigilance COVID 19 Les membres de la brigade sont des bénévoles, de jeunes membres de la communauté. Ils distribuent du matériel sanitaire et font de la médiation pour le respect des normes de confinement et de déconfinement, et ce, afin de réduire les interventions policières. Projets à venir - Clinique juridique pour la population de Montréal-Nord - Justice Hoodstock : Programme de justice réparatrice et alternative par et pour les noirs de 12 à 35 ans afin de réduire la surreprésentation des noirs dans le système de justice criminel. Et le Programme de justice pour les personnes victimes de violence conjugale et d'agression sexuelle - Programme de défense participative, pour les personnes accusées qui n'ont pas les moyens de payer un avocat et n'ont pas accès à l'aide juridique. - Écho – Espace collaboratif : projet de incubateur/ accélérateur de projets en innovation sociale.
Citoyens/nés visé/es	La population de Montréal-Nord, à 60% racisée, en particulier jeunes 12 à 35 ans.
Structure de mobilisation	OBNL, conseil d'administration, partenariats, trois permanents
Nombre de participants	Non disponible
Organismes mobilisés	Nos Jeunes à Cœur, Arrondissement de Montréal-Nord, Parole d'excluEs, Un Itinéraire pour tous, Exeko, Lapierre Staff, Justice Québec, DPCP, CAVAC, Sécurité publique, Équijustice, Institut Simone de Beauvoir de l'Université Concordia, Caisse d'économie solidaire Desjardins
Diversité	Par définition, la population visée est issue de la diversité.
Résultats	Estimation de 800 participants par an aux diverses activités. 8800 personnes abonnées à la page Facebook de Hoodstock Développement de huit programmes d'innovations sociales (voir les actions) sous le leadership de jeunes participants. Pérennisation des sommets annuels Reconnaissance par les autorités locales (arrondissement) et nationales (ministères de la Justice et de la Sécurité publique), reconnaissance médiatique, reconnaissance dans les milieux universitaires, partenariats nombreux, Will Prosper (un des fondateurs) est reconnu comme fellow de l'organisation internationale Ashoka sur l'innovation sociale ⁵ . Parmi les retombées : création en 2016 d'une table de concertation sur le racisme systémique (75 organisations rejointes) qui précèdera la création par la Ville de Montréal une table de concertation sur la diversité.
Personne contact	CASSANDRA EXUMÉ, Coordinatrice générale de Hoodstock
Contact	https://www.hoodstock.ca/team_hoodstock

⁵ <https://ashokacanada.org/fellow/will-prosper/>

Fiche 5
Parole d'excluEs⁶

Parole d'excluEs est un organisme à but non lucratif qui lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale à travers la prise de parole, la mobilisation et l'accompagnement de démarches citoyennes pour développer des actions collectives et transformatrices visant à améliorer les conditions de vie. Susciter, favoriser et faire émerger la parole citoyenne et l'action collective est au cœur de notre modèle d'action. Pour ce faire, Parole d'excluEs a implanté des locaux communautaires dans trois territoires : à Montréal-Nord : Îlot Pelletier et le Nord-Est et à Mercier-Hochelaga-Maisonneuve : secteur de l'ancienne Biscuiterie Viau. Le local communautaire, l'espace où devient un acteur de son quartier!

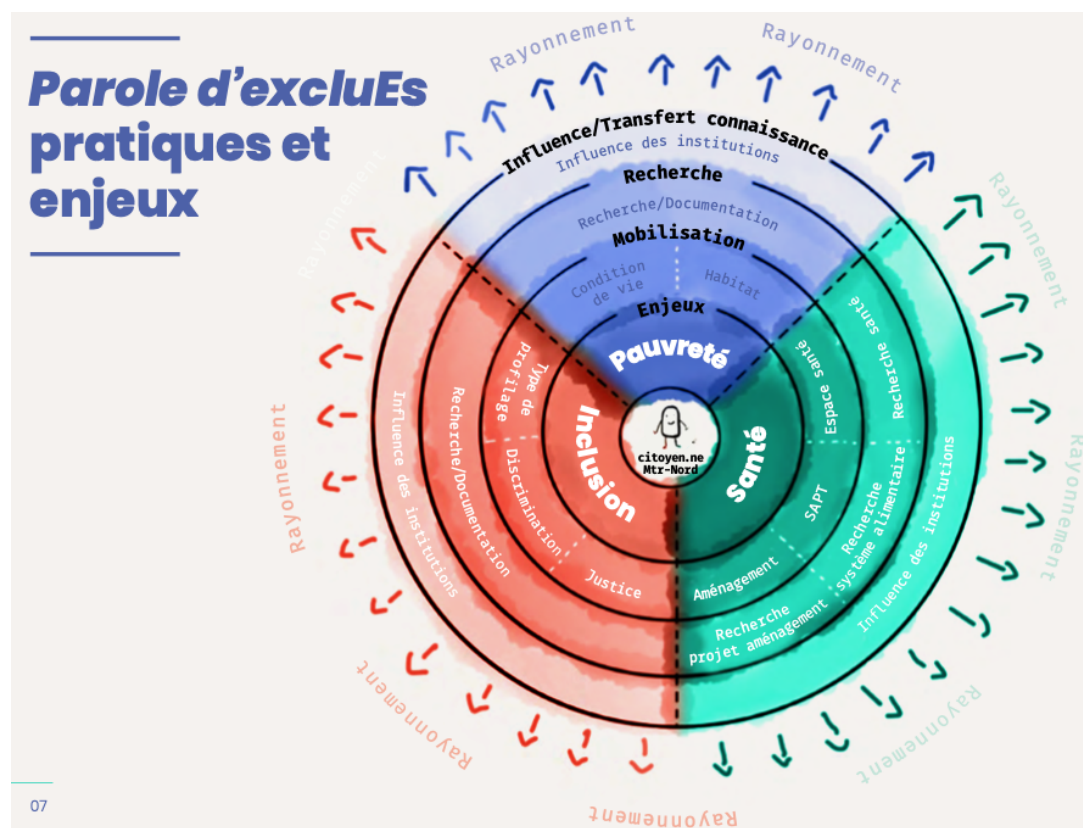
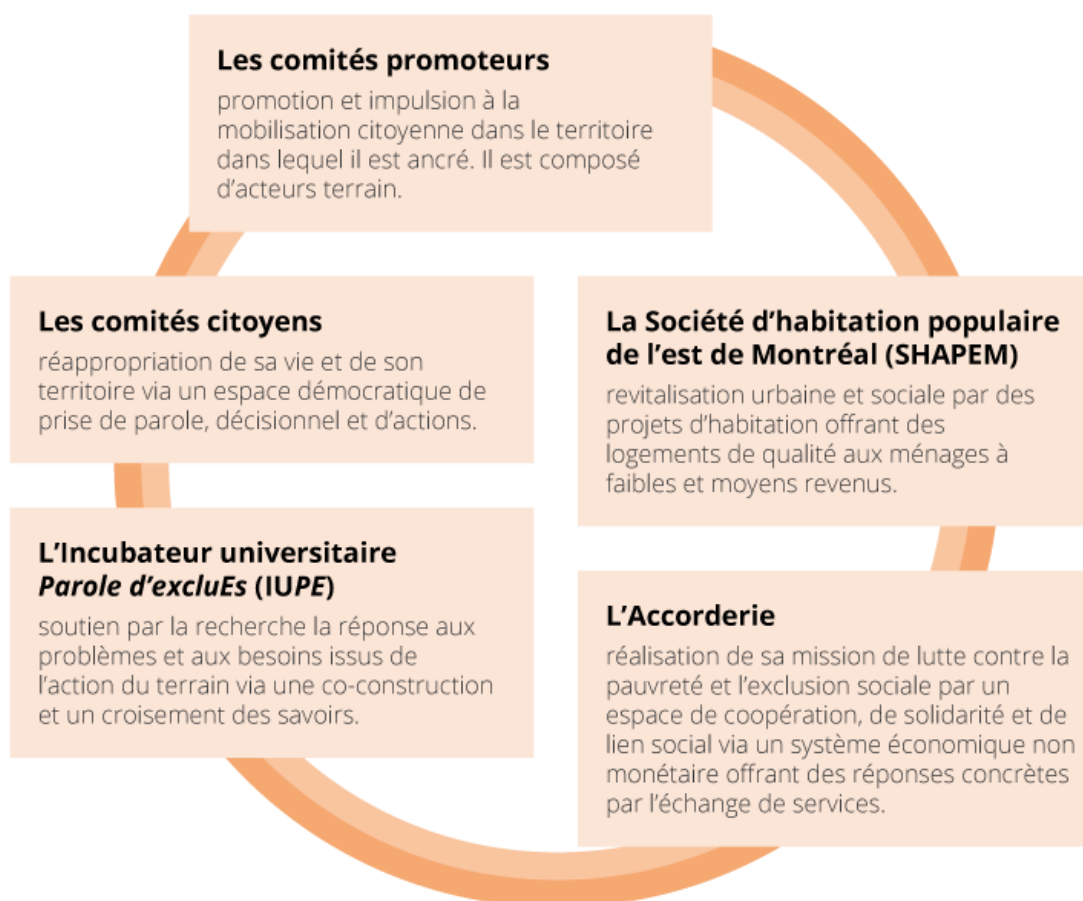
Critère	Description
Territoire	Montréal-Nord et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal
Visée de changement	<i>Parole d'excluEs</i> est né d'une réflexion sur les conceptions et les pratiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et sur le sentiment qu'il fallait les renouveler. L'expérience montre que le changement vient de celles et ceux qui en vivent les conséquences et qui s'organisent pour la combattre par la prise de parole, l'action collective et la mise en commun des savoirs. C'est aux personnes en situation d'exclusion de définir leurs besoins et de négocier les réponses appropriées. Les réponses durables se construisent par des actions qui permettent aux personnes de se mobiliser elles-mêmes.
Problème identifié	Nos sociétés ont renoué depuis les années 1980 avec l'accroissement des inégalités et des discriminations de toutes sortes. Une telle réalité se banalise et on tolère les phénomènes d'exclusion qui en résultent : chômage, précarité, pauvreté, isolement social... Cette situation entraîne la violation de nombreux droits comme le droit à un logement convenable ou le droit à l'éducation et à la culture. L'exclusion repose sur une exploitation insoutenable des ressources et une répartition inégale des richesses et des moyens de développement. Une partie de la population, dont les femmes en majorité, est privée de choix, de reconnaissance et d'agir selon ses capacités dans les domaines économiques, sociaux et culturels.
Stratégie	- Donner la parole à celles et ceux qui subissent privations et exclusion - Valoriser la recherche de solutions collectives - Agir sur le terrain par des projets collectifs transformateurs et viables - Apprendre de nos expériences et des savoirs des autres et les diffuser - Prendre position et promouvoir l'exercice réel des droits - S'opposer à toute loi, pratique et représentation qui génère l'exclusion - Appeler les gouvernements à s'engager dans des politiques publiques structurantes et inclusives - Tisser des liens avec d'autres organisations qui partagent nos valeurs et principes, autant dans les Amériques que dans le monde entier.
Durée	Depuis 2005
Actions	En 2005, la réflexion sur les façons de lutter contre la pauvreté et l'exclusion a conduit à la réalisation du documentaire <i>Parole d'excluEs</i> , par Patrice Rodriguez, le fondateur de <i>Parole d'excluEs</i> . Tourné en Argentine, au Québec et au Brésil en 2005, le documentaire illustre différentes stratégies de lutte contre l'exclusion

⁶ <http://www.parole-dexclues.ca/wp-content/uploads/2016/04/déclaration-de-principes-PE.pdf>

	économique et sociale en donnant la parole à celles et ceux qui les mettent en œuvre. Un projet-pilote émerge à partir de 2006, dans une alliance fondatrice avec la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM); le Projet de mobilisation contre l'exclusion sociale par le logement communautaire. Il se met en œuvre sur les territoires d'Hochelaga-Maisonneuve et Montréal-Nord, deux arrondissements en profonde mutation, à partir de logements communautaires développés et gérés par la SHAPEM. Les projets se concrétisent par l'acquisition et la transformation par la SHAPEM de logements communautaires et l'animation, par Parole d'excluEs d'un processus de mobilisation citoyenne. <i>Parole d'excluEs</i> se transforme progressivement en un mouvement où l'on se mobilise pour la dignité et pour mettre fin à la pauvreté et l'exclusion sociale. Pour y parvenir, <i>Parole d'excluEs</i> fait la promotion d'actions collectives issues de la prise de parole citoyenne. L'organisation a été incorporée le 07 février 2006. Modèle d'action (voir illustration à la fin de la fiche) Parole d'excluEs accompagne des comités citoyens autonomes qui définissent les besoins. Parole d'excluEs est appuyé dans cette démarche par un Comité promoteur constitué des organismes locaux qui partagent les mêmes objectifs. Les démarches sont étudiées et appuyées en matière de recherche universitaire et d'évaluation par l'Incubateur universitaire de Parole d'excluEs, créé en 2007 par deux chercheurs du Centre de recherche sur l'innovation sociale (CRISES)⁷.
Citoyens/nés visé/es	Personnes vivant la pauvreté et l'exclusion sociale
Structure de mobilisation	Structure d'OBNL, Trois locaux communautaires installés sur deux sites à Montréal-Nord et un dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, partenariats avec des comités de citoyens locaux, des organismes locaux, un centre de recherche universitaire et certains partenaires spécialisés en fonction de la thématique de l'intervention.
Nombre de participants	Non disponible
Organismes mobilisés	Le rapport annuel 2019-2020 recense quelque 80 partenaires dont Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM), Accorderie de Montréal-Nord, CJE Centre-Nord, Bâtir son quartier, Café jeunesse multiculturel, CIUSSS de l'Est de l'île de Montréal, Comité logement Montréal-Nord, Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), CPE Montréal-Nord, Caisse populaire Montréal-Nord, Puce communautaire, Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (MHM), Éco-Quartier MHM, INSPQ, Coopérative Miel Montréal, Services aux collectivités de l'UQAM, etc.
Diversité	Par définition, la population de Montréal-Nord la plus défavorisée est largement issue de la diversité
Résultats	Deux projets d'habitation communautaire avec la SHAPEM Démarrage d'un CPE à Montréal-Nord : 80 enfants, 13 emplois créés. Création du Groupe Informatique pour Tous. Aménagement d'un espace citoyen dans le parc linéaire Antenne Longue-Pointe Aménagement de la ruelle verte Saint-Clément Aménagement de la Voisinerie (transformation d'un ancien stationnement en place citoyenne à Montréal-Nord) et d'un jardin collectif au même endroit Création du Système alimentaire pour tous, un organisme qui œuvre pour favoriser l'accès à l'alimentation saine dans les secteurs défavorisés Les Rendez-vous sur l'accès à l'alimentation pour tous, rencontre annuelle réunissant entre 150 et 200 personnes. Établissement de deux marchés dans Montréal-Nord Création de Panier futé coop, une coopérative de solidarité qui fonctionne comme un groupe d'achats où les membres bénéficient d'un accès à de l'alimentation saine à prix réduit en donnant trois heures de bénévolat par mois Création d'un rucher (ruches urbaines) sur les toits et d'un jardin (Calixa) à proximité

⁷ <https://iupe.wordpress.com>

	Projet de verdissement dans l'est de Montréal-Nord Création du projet de théâtre citoyen Fleurs de macadam Création de l'Espace santé citoyen à Montréal-Nord Création d'un incubateur universitaire. Production de dix recherches universitaires sur les problématiques liées à la mission et aux interventions de Parole d'excluEs.
Personne contact	Opérations et développement organisationnel Bernard Gauvreau operations-dev.org@parole-dexclues.ca 438-920-3974 Communications Maya Sakkal communications@parole-dexclues.ca 514-759-0726, poste 310 Recherche Isabel Heck, coordonnatrice de la recherche recherche@parole-dexclues.ca 514-570-9416
Contact	Îlot Pelletier (Montréal-Nord) 11460 avenue Pelletier, local 201 <i>Pour contacter la chargée de mobilisation:</i> Marie Simard Téléphone : 514-759-0726, poste 201 mobilisation.pelletier@parole-dexclues.ca Nord-Est (Montréal-Nord) 11991 rue Lapierre, local 201 <i>Pour contacter le chargé de mobilisation:</i> Nomez Najac Téléphone : 514-759-0726, poste 226 mobilisation.nordest@parole-dexclues.ca Carrefour alimentaire 5872, boulevard Léger



⁸ Rapport annuel de Parole d'excluEs 2019-2020,
<http://www.parole-dexclues.ca/wp-content/uploads/2021/01/RapportPAEX2020-Final.pdf>

Fiche 6
Cohabitat Québec⁹

Le concept du cohabitat, ou du *cohousing*, prend son origine au Danemark dans les années 1970. Les cohabitats sont des communautés intentionnelles, de voisinage participatif qui offrent dans une atmosphère sécuritaire et enrichissante, à la fois les avantages de la propriété privée et ceux de généreux aménagements communs. Ce sont des réponses novatrices et durables aux défis sociaux et environnementaux actuels. Les résidents sont propriétaires de leur unité où ils bénéficient de toute l'intimité souhaitée. En contrepartie, l'aménagement du terrain et des bâtiments est axé sur le voisinage et favorise la tenue d'activités sociales et l'échange de services. La gestion et la prise de décision est faite par les résidents

Après une période de recherche, d'apprentissage et de mobilisation qui a duré six ans, entre 2003 et 2010, autour de trois familles fondatrices, le projet prend forme en 2010 avec 13 familles par l'achat d'un terrain pour construire une habitation dans le quartier Saint-Sacrement à Québec et la création d'une coopérative de solidarité, CQ2. Les 35 premières familles à emménager dans Cohabitat Québec prennent possession de leur logement le 15 juin 2013, soit dix ans après que le visionnaire à l'origine du projet, Michel Desgagnés, malheureusement décédé cinq mois avant l'inauguration des suites d'une maladie fulgurante, se lance dans l'aventure avec sa conjointe, Valérie Jamin, en commençant par la visite en *Westfalia* d'une quarantaine d'éco-communautés établies au Canada et aux États-Unis.

Critère	Description
Territoire	Ville de Québec (complexe domiciliaire dans le quartier Saint-Sacrement, 1650 rue Louis-Jetté)
Visée de changement	Développer un milieu de vie écologique et coopératif grâce au partage et à l'intelligence collective des membres copropriétaires occupants. Animer une communauté d'adultes, de jeunes et d'enfants et soutenir leur engagement dans le vivre ensemble. Et servir de modèle pour que d'autres communautés similaires voient le jour au Québec.
Problème identifié	La motivation à créer ce cohabitat vient de l'identification de plusieurs problèmes : la difficulté de trouver une habitation à un coût raisonnable, en pleine ville, à proximité du transport en commun et des pistes cyclables, et offrant un milieu de vie sain et inspirant; l'empreinte écologique liée à l'habitat conventionnel ; les barrières aux interactions fertiles et à la solidarité entre voisins d'un même quartier et entre les personnes de générations différentes ; l'absence de participation aux décisions concernant l'aménagement et l'usage des espaces communs autour de l'habitation conventionnelle.
Stratégie	1. Exploration du modèle d'écocommunautés ou de cohabitats au Canada et aux États-Unis et documentation des modèles existants en Europe; 2. Réunion d'un noyau de fondateurs (7 familles) pour concevoir le projet ;

⁹ <https://www.cohabitat.ca>

	3. Formation du premier fondateur en sociocratie et en communication non violente et résolution de conflits ; 4. Recherche, identification et achat d'un terrain ; 5. Design architectural ; 6. Recrutement des futurs copropriétaires ; 7. Construction ; 8. Emménagement et mise en place de la structure participative.
Durée	Idée originale 2003, création de la structure juridique 2010, emménagement des ménages 2013
Actions	- Choix d'une structure organisationnelle, politique d'adhésion, mission et valeurs, de la structure juridique, recherche d'un terrain, règlement de régie interne, etc. ; recherche et achat d'un terrain ; charrettes d'architecture - Design : Les aspirations sont grandes : énergie solaire passive, géothermie, panneaux solaires, bassins de rétention des eaux, analyse des vents dominants, etc. Les coûts de construction estimés dépassent de 30 % le budget prévu pour la construction. Les esquisses sont magnifiques, incluant de très grandes superficies en espaces communs, des murs entiers fenestrés, un ascenseur et deux passerelles. On doit revenir aux besoins de base et écarter cette conception faisant rêver tous les membres. L'architecte quitte le projet au début de 2012. - Recrutement des familles, ébauche du programme de vie, constitution d'un financement de 2 millions \$: signature par l'ensemble des membres d'une reconnaissance de dettes collective, élaboration de la déclaration de copropriété et planification des espaces communs. - Aménagement de la maison commune. Un des bâtiments accueille « la maison commune ». Cet espace de 8 500 pi² (785 m²) partagé par les voisins permet la tenue d'événements et de rencontres de tout genre. On y trouve une cuisine de type commercial où des repas pour de grands groupes y sont préparés par les équipes de voisins, à tour de rôle. Une salle à manger d'une centaine de places où la communauté partage des repas communs hebdomadairement. Un salon avec foyer où il fait bon relaxer, discuter. - Une petite salle de réunion où se tiennent les rencontres des cercles et des équipes se trouve dans cette maison. Il y a un coin où les petits s'amuse et une grande salle de jeu avec table de ping pong, mini-hockey et cinéma maison. Une buanderie accommode les propriétaires ne disposant pas de laveuse et sècheuse dans leur unité. Un atelier sert aux bricoleurs et les vélos sont également entreposés dans des espaces faciles d'accès, même en hiver. - Les aménagements extérieurs : Un terrain de 96 832 pi² (8 996 m²) est à la disposition de tous les voisins. On y retrouve un potager où sont cultivés des légumes pour les repas communs. Un espace est aménagé pour faire des feux de camps l'été. Plusieurs arbres (poires, prunes, pommes) et arbustes fruitiers (argousier, framboises) sont présents sur le site. Un module de jeux et un carré de sable font le plaisir des petits. Une grande terrasse et des BBQ sont utilisés régulièrement durant la saison estivale, notamment pour les vendredis pizza et les 5 à 7. - Les bâtiments de Cohabitat Québec ont été conçus avec une approche écologique par Tergos Architecture + Construction et la construction fut réalisée par LYS Construction et les Constructions Pierre Blouin inc.
Citoyens/nés visé/es	Famille de diverses générations et de différentes tailles
Structure de mobilisation	Pour répondre à sa mission, Cohabitat Québec a adopté deux structures juridiques : - La coopérative de solidarité (formule différente d'une coopérative d'habitation) à l'origine promoteur du projet de construction, a été maintenue par la suite pour les aspects communautaires de la vie à Cohabitat Québec. - Pour sa part, la copropriété est régie par une déclaration de copropriété et dirigée par un syndicat de copropriété. Les deux entités juridiques de Cohabitat Québec sont dirigées par le même conseil d'administration composé de sept administrateurs élus pour deux ans, par

	l'assemblée des membres copropriétaires. Les principes démocratiques et sociocratiques sont utilisés pour la gestion. « La sociocratie permet la prise de décision décentralisée en mettant à profit les forces, les aspirations et les valeurs de chaque membre de l'organisation. Le processus sociocratique s'appuie ainsi sur l'intelligence collective et permet d'atteindre un objectif commun avec le consentement de chaque membre; personne n'est ignoré. » Dans le modèle sociocratique, le CA devient le cercle supérieur. Le cercle général (ou coordination) comprend la coordonnatrice et tous les répondants des cercles d'orientation (bâtiment, terrain, vie communautaire, développement communautaire, communications, gestion). Tous les membres de CQ font partie de l'un ou l'autre des cercles d'orientation.
Nombre de participants	42 ménages (familles)
Organismes mobilisés	L'école des chefs de Sociogest, Groupe Conscientia (formation en communication non violente et résolution de conflit), Groupe de ressources techniques Sosaco, Lys Construction, Atelier P. Thibault (architecte Pierre Thibault) qui sera remplacé par Tergos Architecture + Construction écologique, Caisse d'économie solidaire Desjardins.
Diversité	Non disponible
Résultats	42 ménages occupent les bâtiments et participent à la structure de décision. Cohabitat Québec offre des séances d'information et de formation aux personnes et groupes désireux de créer un cohabitat dans leur coin de pays. Les choix de composantes et techniques ont mené à l'obtention de la certification Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) Platine, qui représente le plus haut niveau de référence pour le design, la construction et l'opération de bâtiments durables à haute performance. Cohabitat Québec s'est également vu décerné la certification Novoclimat, pour le volet logements. Novoclimat est une certification québécoise qui garantit une habitation neuve à haute performance énergétique (réduction d'au moins 25% en coûts de chauffage).
Personnes contact	Louise Bourdages, présidente
Contact	1650, rue Louis-Jetté G1S 2W3 Québec (Québec) (418) 527-4205 info@cohabitat.ca

Fiche 7

Carrefour alimentaire Centre-Sud¹⁰

« Créé en 2013, le Carrefour alimentaire Centre-Sud **réunit deux organismes complémentaires : Marché solidaire Frontenac et Rencontres-Cuisines**. Ensemble, ces organismes œuvrent à améliorer l'accès à une alimentation saine pour tous et soutiennent le développement d'un système alimentaire local, écologique et solidaire. Aujourd'hui, nous comptons plus de 150 membres actifs, distribuons de fruits et légumes frais dans le quartier et faisons fleurir nos différents volets avec passion et engagement. »

Critère	Description
Territoire	Quartier Centre-Sud, à Montréal
Visée de changement	Faire du Centre-Sud un quartier nourricier où tous les résidents ont accès à une saine alimentation. <u>3 volets</u> • Améliorer l'accès à des aliments frais et locaux à travers des marchés fixes et mobiles, cuisines collectives, groupes d'achats, dépanneurs en transition, jardins collectifs, etc. • Développer l'autonomie alimentaire des citoyens par l'acquisition de compétences en cuisine et au jardin • Mobiliser la communauté autour des enjeux sociaux, environnementaux et politiques de l'alimentation.
Problème identifié	• Le coût du panier à provisions nutritif dans le Centre-Sud est le plus élevé à Montréal (Dispensaire diététique de Montréal, 2005); • 73% des commerces d'alimentation sont des dépanneurs dans Ste-Marie; • Profil-type d'une population moins susceptible de consommer des aliments sains (étude de la DSP, 2009) : personnes seules, hommes, jeunes adultes et personnes à faible revenu; • 1/3 des élèves au primaire et 1/2 des élèves au secondaire bénéficient de la mesure alimentaire; • Environ 20% des 1000 dépannages mensuels provenant d'Information Alimentaire Populaire du Centre- Sud sont destinés à des familles avec enfants.
Stratégie	L'idée de la mise sur pied d'un Carrefour alimentaire s'appuie sur : l'Inventaire cartographié des commerces d'alimentation (2000), le Portrait de la sécurité alimentaire dans le Centre-Sud (2002), l'Enquête (sondage et focus group) sur les besoins des usagers des banques alimentaires du quartier (2003), le Colloque local «la Faim, ça prend des moyens» (2004), le projet «Porte d'entrée pour une sécurité alimentaire dans le Centre-Sud» (2005-2007), le projet « Marché Solidaire Frontenac » (2007-2013), le Diagnostic du secteur de l'alimentation (2010) et le Portrait des environnements alimentaires (2013). Inspiration de <i>The Stop</i> à Toronto et de la structure des Community Food Center. Mutualisation des ressources de deux organismes : Rencontres-Cuisines et Marché solidaire Frontenac et élaboration du projet commun.
Durée	Depuis 2013
Actions	16 programmes pour favoriser l'autonomie alimentaire et la saine alimentation. 329 activités éducatives au jardin et en cuisine en 2019-2020.

¹⁰ <http://www.carrefouralimentaire.org/>

	Deux marchés de quartier, marchés mobiles Fruixi, groupe d'achats. Collaboration avec quatre dépanneurs pour qu'ils développent une offre en fruits et légumes dans le cadre du projet Dépanneur Fraîcheur. Distribution de bons d'achats <i>Fruits de la solidarité</i> grâce à l'appui financier d'entreprises du quartier. Nous avons mis sur pied une carte des ressources en alimentation. Participation à de multiples tables de concertations et engagement dans le projet Quartier nourricier qui prend son élan en 2016. Nombreux groupes de cuisines collectives et la popote collective des Tours Frontenac. Jardins collectifs et ateliers pratiques pour favoriser l'agriculture urbaine.
Citoyens/nés visé/es	Toute la population du Centre-Sud, en particulier les familles avec enfants. Il existe aussi une volonté de susciter un dialogue entre les différentes catégories de citoyens du quartier que se gentrifie à la suite de projets de construction et du développement immobilier. L'accès à l'alimentation saine peut aussi servir une clientèle plus fortunée qui recherche des aliments de qualité mais qui ne les trouve pas dans le quartier. L'alimentation peut servir de lien social.
Structure de mobilisation	
Nombre de participants	En 2019-2020 : 13 500 bénéficiaires du marché et de produits de la serre ; 1568 participants aux activités éducatives et culturelles,
Organismes mobilisés	Écoles Jean-Baptiste- Meilleur, Champlain, Saint-Anselme, Marguerite- Bourgeoys, Pierre-Dupuy, Centre Lartigue, Cric Centre-Sud, La Relance jeunes et familles, Information populaire alimentaire Centre-Sud, Centre communautaire de loisir, Sainte-Catherine d'Alexandrie, Corporation des Habitations Jeanne-Mance, Mutuelle d'approvisionnement des marchés solidaires, Marché Ahuntsic-Cartierville, Marchés du Nord et Coopérative Panier Futé, Sentier Urbain, Société écocitoyenne de Montréal, CDC Centre-Sud Ruelle de l'avenir Regroupement partage, Clinique juridique en alimentation de l'université McGill, Carrefour jeunesse emploi Centre-Ville, Centre Poupert, Association sportive et communautaire du Centre-Sud
Diversité	« Au-delà de l'accès à des aliments sains, nos activités rassemblent années après années des hommes et des femmes de toutes origines et de tous niveaux socio-économiques. Les sites de marché comme les cuisines deviennent des lieux de rencontre, d'entraide et de franche camaraderie. »
Résultats	En 2019-2020 : 13 500 bénéficiaires du marché et des produits de la serre et 1568 participants aux activités éducatives et culturelles. 20 548 portions de repas cuisinées et partagées 4832 livres d'aliments sauvés du gaspillage Inauguration d'un jardin sur un terrain vague (ancien site de Cavalia) : Vegetalia.
Personne contact	CODIRECTRICES Marie-Claude Morin-Ouellet mc.morin-ouellet@carrefouralimentaire.org Sylvie Chamberland sylvie@carrefouralimentaire.org Vanessa Girard Tremblay vanessa@carrefouralimentaire.org Beccah Frasier beccah@carrefouralimentaire.org
Contact	2349, rue de Rouen, #100 Montréal, Qc, H2K 1L8 514. 525. 6611 info@carrefouralimentaire.org

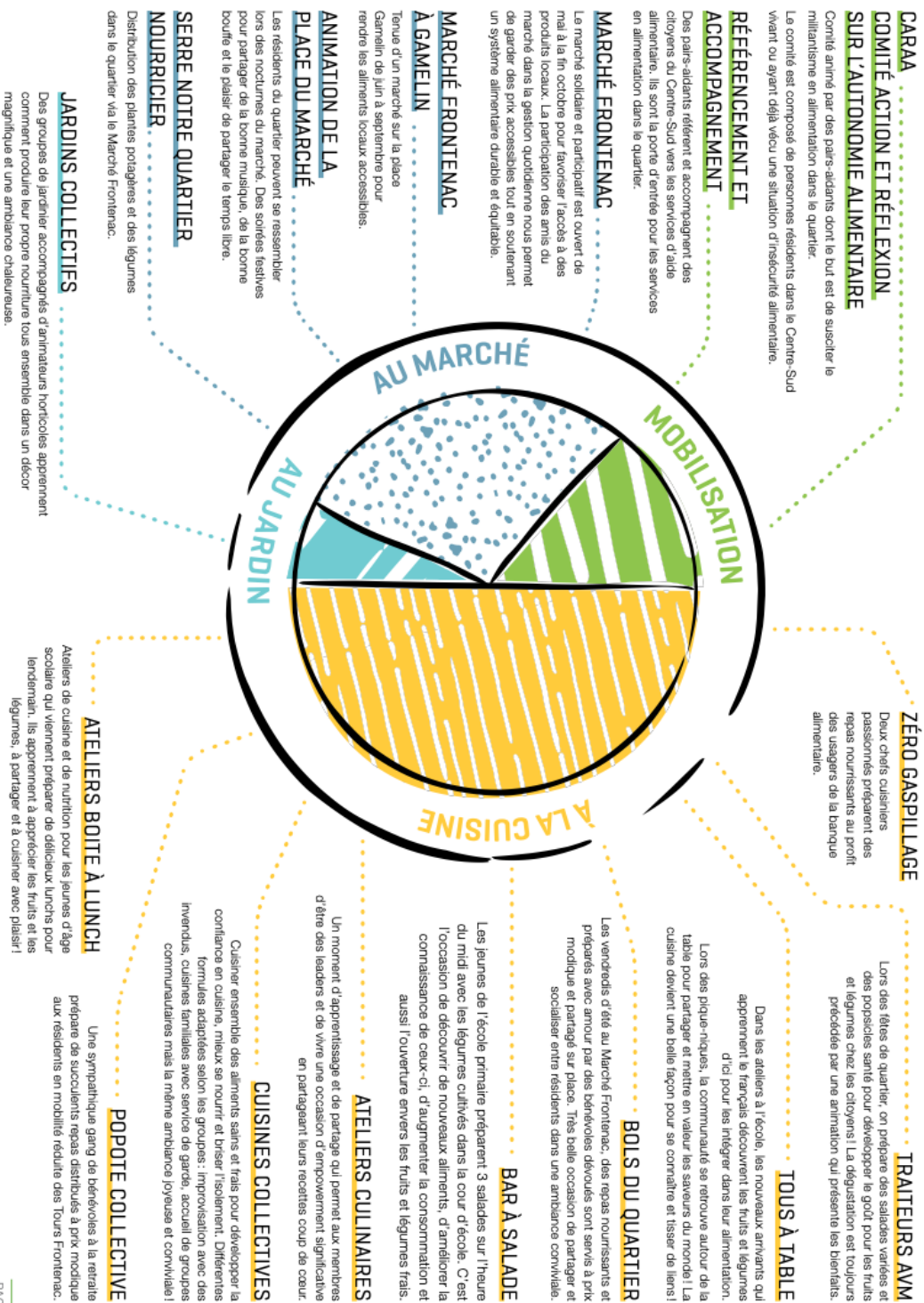
SERVICES ET ACTIVITÉS 2019

PAGE 08

RAPPORT D'ACTIVITÉ | 2019-2020

RAPPORT D'ACTIVITÉ | 2019-2020

CARTEFOUR ALIMENTAIRE CENTRE-SUD



PAGE 09

Fiche 8

Montréal en commun, communauté d'innovation¹¹

Montréal en commun, c'est une communauté d'innovation pilotée par la Ville de Montréal dont les partenaires expérimentent des solutions en accès à l'alimentation, en mobilité et en réglementation municipale dans un désir de repenser la ville.

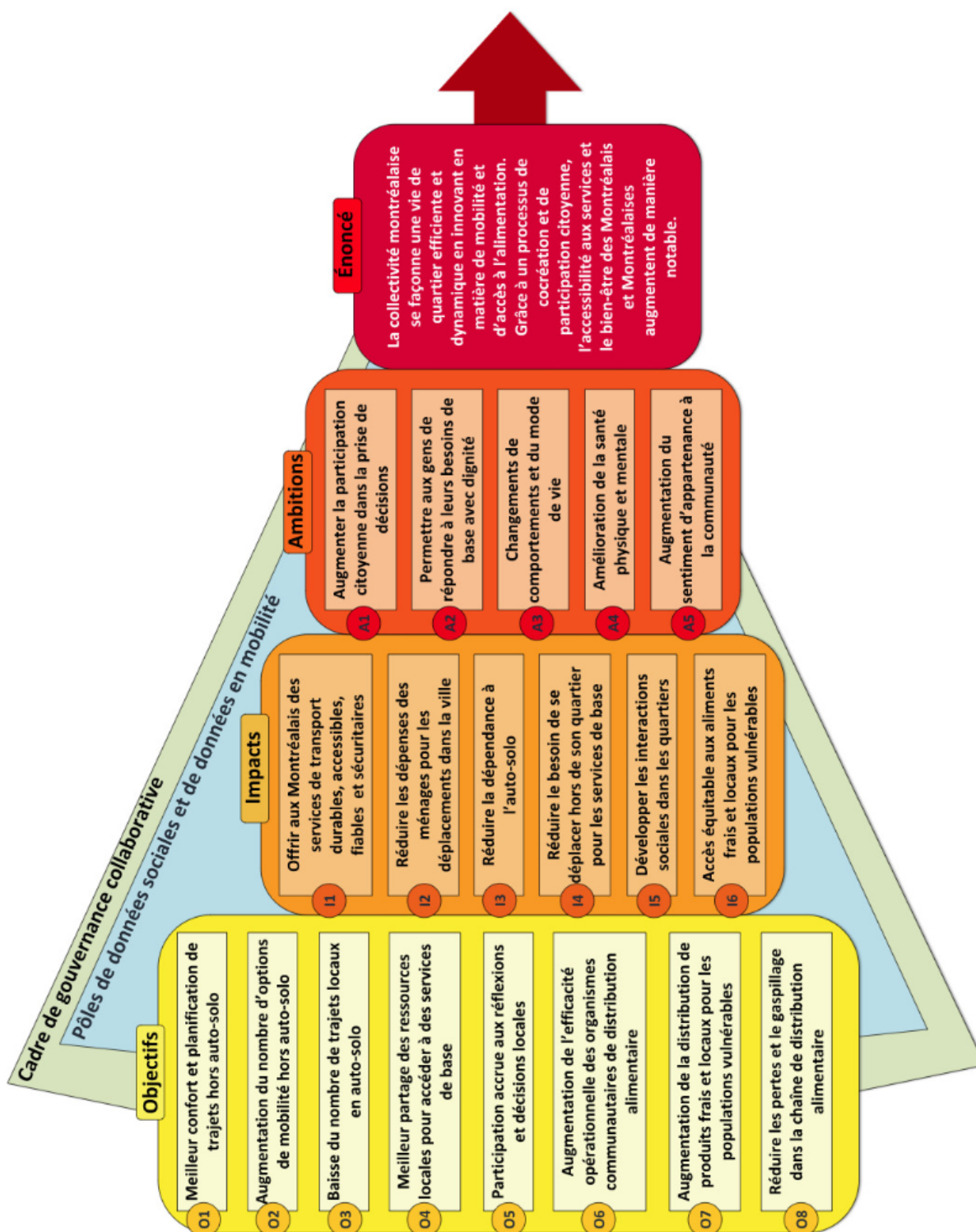
- Ni privé, ni public, on parle de communs quand un groupe prend en charge une ressource qu'il utilise. On peut donc dire que l'encyclopédie Wikipedia, l'appropriation d'un terrain vacant par son voisinage ou les projets de partage de voiture, de vélos ou de cuisines sont des communs. Dans le cadre de Montréal en commun, les données, applications, et résultats d'expérimentations seront partagés, libres de droits et disponibles à toute organisation qui souhaiterait reproduire ou pousser plus loin le concept.

Critère	Description
Territoire	La ville de Montréal
Visée de changement	Explorer de nouveaux possibles, tester concrètement des idées et partager collectivement les apprentissages afin inspirer la communauté montréalaise à passer l'action dans trois domaines prioritaires : La mobilité (buts : Réduire les déplacements polluants, développer une offre de mobilité durable, simplifier l'accès aux services, contribuer à rendre les déplacements durables efficaces) ; L'alimentation (buts : Mutualiser nos efforts, nos ressources et nos initiatives afin d'obtenir plus d'aliments sains et locaux aux populations vulnérables) ; Données et expérimentation réglementaire (buts : Utiliser le partage des données et la gouvernance collaborative comme leviers pour mettre en œuvre des projets, dégager une nouvelle compréhension des besoins et mesurer l'impact des actions afin de prendre des décisions plus éclairées, explorer des modèles d'adaptation réglementaire favorables à l'innovation et à la participation citoyenne et tester de nouveaux mécanismes démocratiques).
Problème identifié	« Notre ambition est de développer une approche qui met les outils technologiques au service des citoyens, mais qui propose également une nouvelle ville, envisageant des rôles nouveaux et des actions originales pour l'organisation municipale et les citoyens. Lorsque des citoyens viennent prendre la parole au conseil municipal ou à d'autres occasions au sujet de la ville intelligente, ils ne demandent pas seulement des solutions, ils souhaitent aussi une ville humaine où il est facile d'entrer en relation, notamment. » ● Selon les consultations menées en préparation du projet, la mobilité figure parmi les principales préoccupations des citoyens et des problèmes à résoudre. ● L'accessibilité économique et physique à des aliments sains constitue un enjeu majeur pour certaines populations vulnérables. Bien que le manque de ressources financières soit la cause majeure de l'insécurité alimentaire, l'accès physique aux aliments est aussi un facteur important à considérer. À ce titre, Montréal présente plusieurs déserts alimentaires et un taux d'insécurité alimentaire parmi les plus élevés au Canada, soit de 11.3 % ● Pour soutenir les interventions, l'accès et l'interprétation des données pose un défi important à Montréal.

¹¹ <https://laburbain.montreal.ca/montreal-en-commun>

Stratégie	Obtention en 2018-2019 d'un financement fédéral dans le cadre du concours Défi des villes intelligentes ; mise en place des projets en 2020 ; pérennisation s'il y a lieu en 2023 ; bilan en 2024.
Durée	2019-2024
Actions	Coordination, évaluation et pérennisation de 13 projets dans trois domaines : mobilité (mobilité de quartier et alternatives à l'auto-solo, mobilité intégrée, pôle de données en mobilité), alimentation (Système alimentaire local et intégré, Mutualisation d'équipements alimentaires, Approche d'évaluation pour le système alimentaire, Les serres urbaines, Identification de sources de chaleur récupérable pour les serres urbaines, Carte-Proximité fermière et solidaire), et données et expérimentation réglementaire (Laboratoire d'expérimentation civique et réglementaire, Analyse de données autochtones, Analyse de données sociales, Gouvernance des données).
Citoyens/nés visé/es	Ultimement, toute la population de Montréal pourrait bénéficier des améliorations inspirées par les projets expérimentaux en cours. Mais dans la phase d'expérimentation, les personnes visées sont celles qui œuvrent au sein d'organismes communautaires, d'universités, de services de la Ville ou d'autres structures pour que celles-ci approprient les processus d'innovation.
Structure de mobilisation	Coordination par le Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal. Chaque projet est confié à un organisme porteur du projet. Les services de la Ville intéressés par le sujet sont intégrés aux processus d'élaboration, d'expérimentation et d'évaluation des projets. Des procédures de consultation des citoyens et de mobilisation des organismes locaux sont prévus. Un processus d'évaluation est en place.
Nombre de participants	Une centaine de personnes sont impliquées dans les 13 projets.
Organismes mobilisés	Mobilité : ARTM, Solon, Jalon, FabMob, Ivado, CIRRELT. Alimentation : Aulab, Récolte, Laboratoire sur l'agritulture urbaine, Innovagro, La Cantine pour tous, Coopérative de solidarité Carbone, Carrefour alimentaire Centre-Sud, Chaire de transition écologique UQAM. Données et expérimentation réglementaire : CRIEM, Maison de l'innovation sociale, ENAP, Nord-Ouvert, Dark Matter Labs, Université de Montréal – Le lab ville prospective.
Diversité	Non disponible
Résultats	Les résultats sont à venir. Les projets ont été lancés en 2020.
Personnes contact	Stéphane Guidoin , directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal Phédia Gottot , Conseillère en innovation et conversations citoyennes, Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal
Contact	https://laburbain.montreal.ca/montreal-en-commun

Figure 8 – Théorie du changement



Fiche 9
Solon¹²

Solon est un organisme à but non lucratif qui suscite et accompagne l'action citoyenne dans le déploiement de projets collectifs locaux, pour la création de milieux de vie conviviaux, solidaires et écologiques.

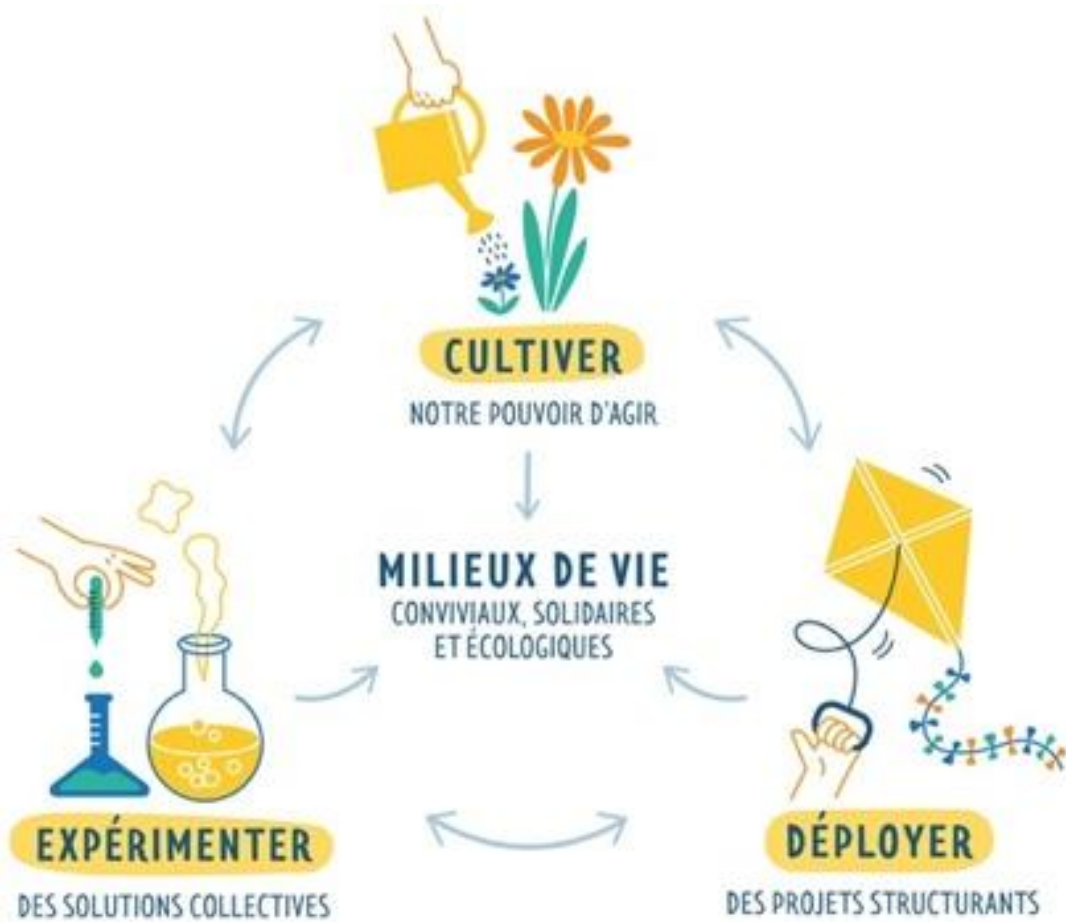
- « **AGIR ENSEMBLE ICI ET MAINTENANT** – Réaliser la transition, ce n'est pas seulement de réduire les gaz à effets de serre de façon efficace. Nous croyons que ça passe aussi par la construction d'une société plus solidaire et démocratique. C'est pour ça que nous parlons de transition socio-écologique. Une transition qui valorise le **partage du pouvoir** et qui propose un **nouveau modèle économique et social**. Nous souhaitons délaisser l'individualisme effréné pour **ré-apprendre à agir collectivement** dans la bienveillance, le désir et surtout la détermination. »
- Solon était un poète et homme d'état grec du VI^{ème} siècle avant J.-C. Il est considéré comme un des pères de la démocratie et, en particulier, de la participation du peuple à la chose publique. C'est le sens que nous voulons donner à notre initiative : promouvoir et développer la participation des citoyen-ne-s dans l'espace collectif.

« Quand tu veux construire un bateau, ne commence pas par rassembler du bois, couper des planches et distribuer du travail, mais réveille au sein des gens le désir de la mer grande et belle. » - Saint-Exupéry

Critère	Description
Territoire	Montréal, notamment dans les arrondissements Rosemont-Petite-Patrie et Ahuntsic-Cartierville
Visée de changement	Engager les citoyens à une échelle infra-locale (voisinage) dans l'expérimentation et le déploiement d'innovations qui contribuent à la transition socio-écologique.
Problème identifié	Les changements climatiques ; la difficulté de mobiliser les citoyens pour travailler à une transition socio-écologique.
Stratégie	Miser sur la mobilisation infra-locale pour faire apparaître des solutions, les expérimenter en vue d'un déploiement à l'échelle. Faire reposer cette mobilisation sur des impacts concrets et immédiats pour les gens : profiter du partage d'objets, de voitures, de remorques, de vélos, d'espaces verts ou non, accroître la convivialité dans la vie de quartier (impacts positifs sur le sentiment de sécurité, l'entraide, etc.) : « Nos projets sont ancrés dans les milieux de vie, c'est-à-dire à l'échelle des interactions quotidiennes. Nous imaginons des quartiers où il fait bon vivre pour tous et toutes. Ce rêve où les citoyen-ne-s, conscient-e-s de leur pouvoir d'agir, créent une richesse collective sous forme de projets d'entraide et de mise en commun des ressources. À travers ses projets, Solon contribue à une transformation du vivre ensemble dans une perspective de transition socio-écologique. » Mettre des compétences, des ressources (y compris financière), de l'accompagnement, à la disposition des citoyens.
Durée	Depuis 2015
Actions	La démarche Mobilité de quartier (un des projets de l'initiative Montréal en commun) qui vise à réduire les besoins de déplacements en auto-solo par le partage

¹² <https://solon-collectif.org>

	de véhicules entre voisins et le transport actif (marche, vélo...) ; Coop Celcius : aménagement de ruelles ; LocoMotion : partage d'automobiles et de remorques pour les vélos ; Co-po : ateliers de production de conserves de fruits et légumes ; Le Lab transition, un service d'accompagnement de projets locaux de transition socio-écologique et tenir des événements ; Les Ateliers de la transition, un espace commun, multi-fonctionnel pour se rassembler et réaliser des projets : Des bureaux de travail pour Solon et de nombreux partenaires qui travaillent pour la Transition ; des espaces communs (des tiers-lieux) créés par et pour les citoyen-ne-s, salles, cuisine collective, terrasse, atelier vélo ; Groupes de discussion Post-COVID-19 : Préparer la transition (sur FB) et la COVID et après, groupe de discussion sur la plateforme Passerelles du TIESS ; Les marcheurs de Rosemont-La-Petite-Patrie (itinéraires à marcher avec un balado dans les oreilles) ; le Marché solidaire la Petite patrie (parc Luc Durand) ; Espace bonheur Masson ; Oasis Bellechasse ; Place Parlez-vous ; Notre voisinage (activités de partage et d'entraide sur la fabrication d'abris à oiseaux, de couture, d'horticulture, de réparation de vélos, de contes, de cuisine du pain, de partage de jouets) ; Partage ta terre (réseau d'entraide entre personnes qui acceptent de partager un bout de leur cour avec des gens qui veulent y planter des légumes...) ; Fonds local de transition (aides de 2000 \$ à des projets locaux).
Citoyens/nés visé/es	Tout citoyen ou citoyenne désireux de s'engager dans un projet infra-local de transition écologique.
Structure de mobilisation	OBNL, Appels à projets, accompagnement.
Nombre de participants	En 2018 (dernier rapport annuel disponible 2018-2019), 200 citoyens participent aux projets de Solon. Près de 5000 personnes sont abonnées à sa page FB en mars 2021.
Organismes mobilisés	Centre d'étude en responsabilité sociale et écocitoyenneté (CERSÉ), Chaire de recherche de l'UQAM sur la transition écologique, Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal, La Remise, La Cantine pour tous, Alte, Laboratoire d'agriculture urbaine, Coop Carbone, Miel Montréal, Lange Bleu, Vivacité, La Remise, Incita, TIESS,
Diversité	Non disponible.
Résultats	En quelques années à peine, Solon s'est imposé comme partenaire de premier plan reconnu par des groupes de recherche universitaires et par les gouvernements, notamment la Ville de Montréal. Chaque année, de nouveaux projets infra-locaux s'ajoutent. Ceux qui existent, comme LocoMotion, se poursuivent et prennent de l'expansion.
Personnes contact	Émilien Gruet, président du CA Jean-Philippe Bisson, coordination et développement Hélène Dimanche, communications https://solon-collectif.org/equipe/
Contact	6450 Christophe-Colomb Montréal, QC H2S 2G7



CJE Côte-des-Neiges
Initiatives inspirantes

Fiche 10

Le réseau Accorderie¹³

Une Accorderie développe, par l'échange de services et la coopération, les conditions d'une amélioration réelle, au quotidien, de la qualité de vie de tous ses membres, **les AccordeurEs**. Ces derniers ont accès aux **services individuels** des autres membres de L'Accorderie, ainsi qu'aux **activités collectives d'échange**, soit à des services d'intérêt général qui s'adressent à l'ensemble des AccordeurEs, comme un groupe d'achats ou du crédit solidaire.

- « **Vous avez dit : « Accorderie »?** À l'origine du nom se trouve l'image de la corde, qui soutient l'idée de créer un réseau de solidarité et de tisser des liens. Le mot « corderie » trouve aussi un sens dans l'histoire : usines de cordages pour les bateaux à voile dans la basse ville de Québec, où est née L'Accorderie. Le nom renforce l'idée de s'accorder, de coopérer et les membres de L'Accorderie sont appelés des AccordeurEs. »

Critère	Description
Territoire	La première Accorderie est née dans la Basse-Ville de Québec ¹⁴ . Chacune des Accorderies œuvre sur un territoire local (quartier, village, ville). Il y a 11 Accorderies dans sept régions du Québec (Québec, Granby, Granit, Manicouagan, Rosemont et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (Montréal), Montréal-Nord, Matapédia, Longueuil, Sherbrooke, Shawinigan).
Visée de changement	Une Accorderie a pour mission de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale en utilisant l'échange de services et l'éducation par la coopération . Elle renforce les solidarités entre personnes d'âge, de sexe, de culture et de revenu différents. Proposer un système économique alternatif reposant sur la création d'une nouvelle forme de richesse . Une richesse collective et solidaire qui s'appuie essentiellement sur le potentiel des membres de toute la communauté. Une communauté où, trop souvent, les citoyens les plus pauvres sont jugés non productifs, car étant sans emploi, aux études, à la retraite, etc. ou occupant un emploi mal rémunéré, ils sont exclus de la spirale de la surconsommation.
Problème identifié	Exclusion sociale à cause de la pauvreté.
Stratégie	Une Accorderie, c'est une façon démocratique et organisée de construire une alternative au système économique dominant , avec ce qu'il comporte d'inégalités, et d'entrer dans la spirale sympathique d'un réseau qui concrétise sa croyance que le monde peut fonctionner autrement, en ne laissant personne de côté, et qu'il est possible de produire et de consommer autrement. Une Accorderie naît de la volonté locale de voir un tel système d'échange solidaire s'implanter dans son quartier, ville ou village. La procédure habituelle pour démarrer une Accorderie, c'est d'avoir en partant un ou plusieurs organismes partenaires qui souhaitent développer un tel projet et qui sont prêts à mettre l'énergie et l'argent nécessaires pour que le projet devienne réalité sur leur territoire. Ils doivent aussi s'engager à respecter la mission , le fonctionnement d'une Accorderie. Monter une Accorderie prend un certain

¹³ <https://www.accorderie.ca>

¹⁴ <https://www.accorderie.ca/quebec-accueil/>

	temps (généralement plus d'un an) et est l'affaire de « promoteurs collectifs » comme une fondation, une institution, un groupe communautaire, une coopérative, etc. Cela étant dit, ça peut d'abord être une ou quelques personnes qui ont ce projet à cœur sur une base individuelle et ensuite une démarche plus « institutionnelle » lorsque ce petit groupe a convaincu des promoteurs.
Durée	Depuis 2002, première Accorderie à Québec ; Création du réseau en 2006.
Actions	L'Accorderie repose sur un principe simple et original : proposer aux habitants d'une même localité de se regrouper pour échanger entre eux des services, sur la base de leurs savoir-faire et ce sans aucune contrepartie financière. Chaque AccordeurE met ainsi à la disposition des autres ses compétences et savoir-faire sous la forme d'offres de services. Des conseils pour cuisiner, de l'aide pour apprendre une langue ou la musique, de la couture, du dépannage informatique, du gardiennage, de la restauration de meubles, des cours et initiations de toutes sortes, etc. Les possibilités sont aussi nombreuses que vous avez de talents, d'habiletés et de connaissances! Chaque offre apparaît dans le bottin des services des AccordeurEs, accessible dans l'Espace membre du site web ou imprimé pour les membres qui n'ont pas accès à internet. Les AccordeurEs ont accès aux coordonnées des personnes qui offrent les services. Ils/elles peuvent donc entrer en contact directement avec les autres membres pour s'entendre sur le service désiré et le moment de l'échange. ChacunE s'engage aussi à respecter les principes de l'échange de services. Chaque échange de service est comptabilisé dans une banque de temps, selon le principe « une heure de service rendu vaut une heure de service reçu », quels que soient le service rendu et les compétences exigées.
Citoyens/nés visé/es	Toute personne habitant le territoire.
Structure de mobilisation	Chacune des Accorderies a sa propre structure. Celle de Québec est une coopérative de solidarité qui réunit des membres utilisateurs et des membres de soutien. Cette structure s'appuie sur des partenaires institutionnels et communautaires.
Nombre de participants	10 000 AccordeurEs
Organismes mobilisés	Caisse d'économie solidaire Desjardins et Fondation Saint-Roch (organismes fondateurs à Québec),
Diversité	L'Accorderie de Québec montre depuis ses origines un membership élevé de gens issus de l'immigration. Alors que le taux d'immigration de la Ville de Québec est d'environ 6%, nous oscillons avec un taux d'accordeurs nés-hors Québec de 21 à 23%.
Résultats	Depuis les débuts de L'Accorderie en 2002 à Québec, c'est plus de 85 000 échanges, pour un total de plus de 200 000 heures de services échangés! Près de 10 000 AccordeurEs ont participé à l'échange, en offrant pas moins de 1 200 services différents. Onze Accorderies dans sept régions du Québec. Une trentaine d'Accorderies en France.
Personnes contact	● Présidente : Edith KALTENRIEDER, Accorderie de Shawinigan ● Vice-présidente : Sylvie VEILLEUX, Accorderie Granby et région ● Secrétaire : Joseph DANSEREAU, Accorderie de Québec ● Trésorière : Catherine LAROUCHE, Accorderie de Sherbrooke ● Administrateur : Salim BEGHDADI, Accorderie de Montréal-Nord ● Administrateur : Patrice BLAIN, Accorderie de Rosemont
Contact	reseau@accorderie.ca Téléphone : (418) 524-2597 160, rue St-Joseph Est Québec (Qc) G1K 3A7 Pour la liste des adresses des 11 Accorderies : https://www.accorderie.ca/contact/

Fiche 11
Sentier urbain¹⁵

Sentier Urbain est un organisme à but non lucratif dont la mission est de susciter la mobilisation des collectivités pour le verdissement social. Depuis 1993, Sentier Urbain s'emploie à rapprocher l'humain de la nature à travers ses trois champs d'intervention : [MOBILISER](#), [ÉDUQUER](#) et [VERDIR](#), Il agit également via ses deux projets intégrateurs, le [Circuit Jardins](#) et le [Centre d'interprétation Becs et Jardins](#).

Critère	Description
Territoire	Montréal, d'abord le quartier Centre-Sud Centre d'interprétation Becs et Jardins au Témiscamingue.
Visée de changement	Par son action, Sentier Urbain contribue simultanément et de façon concrète au développement écoresponsable de l'individu, à la sensibilisation environnementale , à l' embellissement des milieux de vie et à l' affiliation sociale des personnes . L'organisme collabore ainsi, avec de nombreux partenaires , à l'amélioration de la qualité de vie des collectivités locales .
Problème identifié	Transformer des terrains vacants présentant des problématiques sociales importantes propres aux grandes villes (vandalisme, prostitution, drogue, etc.).
Stratégie	En adoptant une approche écosystémique , ces espaces urbains sont renaturalisés en respect avec la biodiversité. D'ailleurs, tous les jardins représentent des thématiques environnementales différentes. Ces véritables îlots de fraîcheur sont un excellent moyen pour contrer les effets néfastes de la pollution et augmenter la biodiversité urbaine tout en redonnant des espaces verts aux citoyens. Nous croyons que cette approche durable, accompagnée d'activités de sensibilisation environnementale, contribue à l'émergence d'une écocitoyenneté active. Le tout à travers : Un contact direct de l'humain avec la nature. La transformation de milieux par l'augmentation de la biodiversité. L'accompagnement des individus et des collectivités dans la prise en charge des milieux de vie. L'autonomie des individus et leur engagement par le transfert d'expertise. La concertation via de nombreux partenariats. L'affiliation sociale personnes à statut précaire. La pérennité des actions par une participation citoyenne. Une démarche de sensibilisation, d'éducation et de passage à l'action.
Durée	Depuis 1993
Actions	Deux projets intégrateurs : Circuit Jardin : Circuit d'une dizaine de jardins aménagés sur des terrains vacants, où l'on pratique horticulture et agriculture urbaine. Le circuit est ouvert au public. Une programmation est offerte. Le Centre d'interprétation Bec et Jardins : Créé en 1993, dans la municipalité de Nédélec au Témiscamingue, le centre d'interprétation Becs et Jardins intègre les 3 champs d'intervention de Sentier Urbain. Ce site est constitué d'un vaste réseau de sentiers contournant des plans d'eau alimentés par des sources naturelles, qui s'étend sur près de 3,5 ha. Il est ouvert au public durant toute la période estivale. Grâce à son aménagement et à des postes d'alimentation disposés à leur intention, plusieurs espèces d'oiseaux fréquentent le site. Les autres actions en trois volets : Verdir : accompagnement de citoyens dans la transformation d'espaces gazonnés en potagers, de terrains vagues en îlots de fraîcheur; Clubs Fleurs et Jardins : accompagnement d'habitants de HLM dans des projets de verdissement et d'agriculture urbaine. Les Jardins Gamelin : la place

¹⁵ <https://www.sentierurbain.org>

	Émilie Gamelin est transformée en terrasse publique où il est possible de participer à des activités horticoles et d'agriculture urbaine. Les pouces verts de la SHDM : accompagnement de résidents de HLM qui aménagent des potagers. Éduquer : Ateliers, classes vertes, rendez-vous nature-aînés, potager des jeunes. Mobiliser : Visant l'affiliation des personnes en situation de précarité, Potagers en santé s'adresse aux personnes itinérantes ; Sentier urbain participe au projet Notre quartier Nourricier qui vise le développement d'un système alimentaire solidaire dans Centre-Sud ; Avec Apprentis horticulteurs, on rejoint des jeunes.
Citoyens/nés visé/es	Toute la population, principalement celle des personnes dites désaffiliées, c'est-à-dire qui vivent avec des incapacités, temporaires ou permanentes, des difficultés d'intégration à la vie sociale, itinérance, précarité, etc.
Structure de mobilisation	Un organisme à but non lucratif qui compte sur une équipe d'employés saisonniers, des équipes de bénévoles et plus de 125 organismes partenaires.
Nombre de participants	En 2019 : 225 jeunes adultes, 195 adultes et 478 aînés en situation de désaffiliation ; 31 apprentis jardiniers sur 14 plateaux de travail et 3393 heures de formation ; 3949 enfants (visites des sites) dont 1017 de CPE, 2756 de camps de jour et 176 d'écoles ; 495 jeunes ont participé à 256 ateliers classe nature ; 8500 visiteurs grand public des jardins ; 800 participants à 85 événements ; 140 bénévoles. 900 membres dans les Clubs Fleurs et jardins.
Organismes mobilisés	Organismes communautaires : CDC Centre-Sud, Carrefour Parenfants, Pavillon Lise Watier, Maison Oxygène, Maison à Petit Pas, Fondation du Dr. Julien, Maison de la culture Hochelaga, Maison des enfants, Sac-à-dos, Accueil Bonneau, Mission Old Brewery, Maison Eugénie-Bernier, Pavillon Patricia-Mackenzie, Maison du Père, Coopérative le Milieu, Jeunesse au soleil, Dans la rue, Spectre de rue, Mission Bon Accueil, En marge 12-17, Dîners Saint-Louis, Auberge le tournant, Foyer des jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal, Présence Compassion, Pépinière & Co., Mères avec pouvoir, Chic resto pop, Carrefour alimentaire Centre-Sud, Marché solidaire Frontenac, ASCCS, CCLSCA, les Chemins du Soleil, Centre Jean-Claude-Malépart, Maison Plein cœur, municipalité de Nédélec, Carrefour jeunesse emploi du Témiscamingue ... Organismes en environnement : Jour de la Terre, Éco-quartier Saint-Jacques, Société environnementale de Montréal, Y'a quelqu'un l'autre bord du mur, Conseil régional de l'environnement de Montréal, Miel Montréal, Fondation David Suzuki, Soverdi ... Sociétés d'habitation : OMHM, SHDM, Habitations Boyce-Viau, Habitations Jacques-Cartier, Habitations de Lorimier, Habitations Sainte-Marie, Habitations Mentana, Habitations Chambredor, Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, chambre d'or, SHAPEM ... Institutions scolaires : CSDM, École Jean-Baptiste-Meilleur, École Champlain, École Marguerite-Bourgeoys, École Pierre-Dupuy, École Saint-Anselme, École Garneau, École des Nations, Centre Gédéon-Ouimet, Cégep du Vieux-Montréal, École Irénée-Lussier ... Les CSSS et CHSLD : CSSS Lucille-Teasdale, CHSLD Charbonneau, CHSLD de la Maisonneuve, CHSLD Centre-ville ... Concertation : Table de quartier Hochelaga, GISM, Table de développement social (TDS) Centre-Sud, Table jeunesse itinérance du centre-ville, Concertation Montréal, Vert Préfontaine ...
Diversité	Non disponible
Résultats	Entre 2016 et 2019, Sentier urbain a rejoint 862 jeunes adultes, 889 adultes et 1565 aînés en situation de désaffiliation (itinérance, marginalisation, incapacités, limitations, pauvreté). Quelque 3500 enfants ont visité les jardins et 1100 écoliers ont participé à des ateliers. Captation de plus de 75 000 kg de CO₂ ; 28 000 mètres carrés de surface de jardins aménagés en îlots de fraîcheur (pour combattre les îlots de chaleur). 5400 kg de production maraîchère distribuée. 38 emplois créés. Le Sentier urbain a reçu de nombreuses reconnaissances (prix et distinctions) dont des prix Novae, Phénix de l'environnement catégorie municipalités (2012), etc.
Personnes contact	Pierre Dénommé, directeur général, écrivez à direction@sentierurbain.org
Contact	1710, rue Beaudry, local 3.0, Montréal, Qc, H2L 3E7 T. 514-521-9292 info@sentierurbain.org

Fiche 12
Exeko^{16 17}

« Exeko est une organisation qui fait partie de cette nouvelle génération d'organismes d'innovation sociale qui travaillent au carrefour de la culture et de l'art pour aborder des questions d'inclusion et de citoyenneté. La particularité des actions d'Exeko réside dans la relation égalitaire que l'organisation instaure de facto avec des personnes en situation de grande exclusion, une relation dans laquelle l'organisme ne s'arrête pas à rendre accessible la culture et les savoirs mais où il questionne et cherche avec eux et elles des alternatives sociales plus inclusives. »

- « Exeko fabrique de l'inclusion sociale à l'échelle des humain.e.s, des organisations et des institutions. »

Critère	Description
Territoire	Principalement Montréal, mais rayonnant à travers le Canada.
Visée de changement	Vision : Bâtir, ensemble, une société plus inclusive, plus créative et plus réflexive qui reconnaît et respecte les potentiels, les savoirs et les diversités, et qui offre les outils et les conditions nécessaires à une participation active et éclairée de chacun et chacune. Posture : La présomption d'égalité des intelligences Suspendre nos préjugés et reconnaître avant tout le potentiel de chacun et chacune à réfléchir, analyser, agir, créer et être partie prenante de la société, quels que soient sa situation ou son parcours. Ce qui est visé : Une décolonisation des esprits et des pratiques ; Une justice sociale, cognitive et du vivant ; une co-construction avec les individu.e.s et les groupes concernés ; une meilleure compréhension des mécanismes d'exclusion ; l'expérimentation de contextes égalitaires, solutions créatives et de pratiques de recherches inclusives, intersectorielles et multipartenariales ; la reconnaissance et le partage des savoirs.
Problème identifié	La marginalisation intellectuelle et l'exclusion des personnes appartenant à des groupes différents, soit par leur identité culturelle soit par leur statut social. La marginalisation intellectuelle est définie comme «un ensemble de phénomènes de discréditation (mise à l'écart, relégation à l'état subalterne, de disqualification, etc.) d'individu.e.s ou de groupes sur la base de la croyance selon laquelle ils ou elles ne sont pas habilité.e.s à peenser par eux-elles-Mêmes ou que leur intelligence est moindre et impertinente ». Infériorisation, décrédibilisation, imposition d'une norme. « Qu'il [s'agisse] de réformes ou de révolutions, d'entraides ou de solidarités, d'écologisme et/ou de féminisme, nous pensons nos actions de transformations sociales au travers ses schémas théoriques et pratiques occidentaux dont le refus ou la dévalorisation de cosmologies, de cultures et de philosophies non européennes est centrale. Le reconnaître est essentiel puisque ce refus signe une arrogance qui traverse toutes nos bonnes intentions. » - Sonia Duguay, cofondatrice
Stratégie	Théorie de transformation sociale

¹⁶ <https://exeko.org/fr/a-propos>

¹⁷ https://exeko.org/sites/exeko.org/files/exeko_rapportannuel_2019_web.pdf

	S'impliquer à plusieurs niveaux pour activer simultanément plusieurs leviers de changement: d'une approche individuelle jusqu'à la transformation des systèmes : 1. Auprès des individu.e.s (LEVIERS D'INCLUSION), particulièrement ceux et celles à risque ou en situation de grande exclusion. Viser l'inclusion en incluant les personnes à risque ou exclues dans la redéfinition des normes sociales ; développer leurs capacités et compétences réflexives, créatrices, critiques ; leur faire prendre part à la vie démocratique ; leur permettre de s'affranchir d'une domination intellectuelle, d'un préjugé ; leur permettre de s'exprimer. 2. Auprès de la société civile (LEVIERS D'INTER-CONNAISSANCE) : Déconstruire les préjugés en créant des situations de rencontres entre le grand public et les personnes à risque d'exclusion ; Favoriser l'acceptation sociale des personnes différentes ; pousser l'implication dans des projets collectifs. 3. Auprès des institutions (LEVIERS DE COMPLÉMENTARITÉ) : Faire reconnaître les expertises des personnes exclues ou à risque ; Partager connaissances et savoirs ; Accélérer l'impact. 4. Auprès des gouvernements et politiques (LEVIERS D'INFLUENCE) : Participation à la réflexion et à la définition des politiques publiques ; amplification des voix des plus marginalisé.e.s
Durée	Depuis 2006
Actions	Les actions d'Execo sont caractérisées par cinq éléments : l'intersectionnalité et les alliances ; des pratiques de médiation intellectuelle, culturelle, sociale et interculturelle ; des approches systémiques inspirées de l'innovation sociale ; des actions à plusieurs échelles : projets communautaires locaux,, actions de concertation régionale, influence auprès des institutions et gouvernements ; et la R&D sociale comme champ d'activités spécifique : participer à des travaux de recherche, de recherche-action participative et de transfert. 1. Les labs d'innovation sociale : En 2019, 3^e année du lab sur la culture inclusive avec 80 chercheurs, 9 organisations communautaires, 10 institutions culturelles et 312 personnes qui ont co-rédigé une charte pour une culture accessible, inclusive et équitable. Deux autres labs en préparation. 2. Les programmes : <i><u>Trikster, projets de mobilisation et d'alliances en communauté autochtone</u></i> (en 2019, 500 participants à 7 projets dans 6 communautés) : Au travers d'activités artistiques, ludiques et éducatives, les jeunes sont invités à s'engager dans un processus d'apprentissage immersif, expérientiel, créatif et de cocréation de projets, inspirés par les savoirs, langues et traditions transmises par leurs pairs, les aînés et autres membres de la communauté ; <i><u>ENCEP (Nunavik)</u></i> : mise en place de hubs locaux dans le Nunavik ; <i><u>idAction</u></i> : ateliers de débats d'actualité ou de discussions philosophiques ou à propos d'une œuvre d'art ; <i><u>idAction mobile</u></i> : Caravane philosophique et culturelle parcourant les rues de Montréal ; <i><u>Biblio-libre</u></i> Programme de littératie critique et réseau de microbibliothèques ; <i><u>Métissages urbains</u></i> : projet de résidences artistiques collaboratives et inclusives. + événements publics, des consultations citoyennes... 3. Recherche et développement social : Différents projets de recherche, de publications et de transfert, Formations, conférences, présentations, panels,
Citoyens/nés visé/es	D'abord, les personnes exclues ou à risque de l'être. Ensuite, toute la société à travers les organisations de la société civile, les institutions (culturelles, municipales, universitaires...) et les gouvernements.
Structure de mobilisation	D'abord une équipe de professionnels, notamment en médiation culturelle (58 personnes en 2019, dont 27 médiateurs), travaillant au sein d'un OBNL, qui vont à la rencontre et entament des dialogues avec les personnes exclues, sur le terrain. Ensuite des collaborations avec des organisations locales de la société civile, des réseaux, des institutions et des gouvernements. Et 78 bénévoles en 2019.
Nombre de participants	35 000 personnes depuis 2006, 3970 en 2019.
Organismes mobilisés	En 2019, 163 partenaires de réalisation des divers projets et programmes (voir rapport annuel, note 17).

Diversité	Par définition, l'organisme rejoint des personnes de toutes origines, notamment parmi les nations autochtones. Un grand nombre des professionnels sont eux-mêmes issus de l'immigration, de la diversité et des nations autochtones.
Résultats	Depuis 2006 • + de 35 000 personnes rejointes au travers + de 550 projets dans 5 provinces et 9 régions canadiennes depuis 2006 (dont 3970 participant.e.s à nos projets en 2019) et 9 des 17 régions administratives du Québec • 2294 heures de médiation avec une équipe de 27 médiateur.rice.s en 2019 • Nombreuses reconnaissances à l'échelle locale, nationale et internationale.
Personnes contact	François-Xavier Michaux Cofondateur et directeur général • poste 101 Nadia Duguay Cofondatrice et <i>Fellow</i> CKX. Tiffanie Guffroy Directrice générale adjointe et directrice des partenariats • poste 104 Mailis Burgaud Directrice des communications • poste 105
Contact	5445 Avenue de Gaspé, #405 Montréal, Québec H2T 3B2 info@exeko.org (514) 528-9706

Aider les jeunes verdunois tant au niveau scolaire, familial, économique que social, par le biais d'activités éducatives et récréatives propices au développement de leur potentiel. Toujours ensemble offre un environnement structuré et sécuritaire qui permet de soutenir les jeunes tout en leur offrant une occasion unique de tisser des liens et de développer un sentiment d'appartenance. L'équipe conçoit des services sur mesure, adaptés aux besoins des participant.e.s, afin de mieux répondre à leurs préoccupations et leur permettre de découvrir leurs champs d'intérêt.

- Dans quinze quartiers de Montréal, **le Réseau Réussite Montréal¹⁹** travaille en collaboration avec des organismes et avec les écoles et les commissions scolaires afin de favoriser la collaboration de la communauté à la réussite éducative et à la persévérance scolaire des jeunes. La concertation entre ces différents acteurs de la communauté donne des résultats. **Depuis 2009, le taux de diplomation au secondaire a augmenté de 15 %** à Montréal (aujourd'hui à 82 % alors que l'objectif du ministère de l'Éducation pour Montréal était de 77 % en 2020) et le taux de décrochage a diminué de 8 % (il est de 16 %). Le RRM dispose de 33 partenaires régionaux et compte sur des centaines de partenaires locaux, dans les quartiers, pour accomplir cette mission. RRM est l'un des 16 IRC (instance régionale de concertation en persévérance scolaire) présents à travers le Québec.

Critère	Description
Territoire	Verdun
Visée de changement	La persévérance scolaire : une approche qui nécessite une solution communautaire L'objectif premier de Toujours ensemble est de développer une approche intégrée, avec la collaboration des parents, des écoles et d'autres organismes caritatifs de la communauté, afin d'offrir aux jeunes une expérience positive qui les encourage à persévérer dans l'atteinte de leurs objectifs et dans la réalisation de leurs rêves. « Notre but est de faire en sorte que les jeunes de notre arrondissement persévèrent et réussissent leur cheminement de vie, autant sur le plan scolaire que sur le plan professionnel, afin de pouvoir entrer dans le monde adulte avec tous les outils nécessaires à une participation économique et sociale au sein de leur communauté. »
Problème identifié	À propos de la scolarisation, des revenus et du taux de chômage : • 18% de la population dans les ménages privés est en situation de faible revenu. Ce taux atteint 26% dans Wellington-de-l'Église. • Parmi les 11 830 personnes concernées, on recense 2 120 jeunes qui vivent dans un ménage à faible revenu, soit l'équivalent de 19,1% des 0 à 17 ans (Montréal: 17%). • 40% des enfants du secteur Wellington-de-l'Église n'ont pas tous les outils nécessaires pour amorcer leur parcours scolaire (Montréal: 19%). • Taux de décrochage scolaire de 25%, comparativement à 21% à Montréal (2012-2013) À propos des familles:

¹⁸ <https://toujoursensemble.org>

¹⁹ <https://www.reseautreussitemontreal.ca>

	Les familles avec enfants constituent 55% de la population. On dénombre 9 765 familles avec enfants dans l'arrondissement, dont 6 375 (65%) avec deux parents et 3 390 monoparentales (35%). 41% dans le secteur Wellington-de-l'Église (Montréal: 32,5%)
Stratégie	Travailler en concertation avec les écoles et les organismes de la communauté. Appuyer les enfants dans la satisfaction de leurs besoins afin de soutenir leur persévérance, la confiance en soi et le goût de réussir.
Durée	Fondé en 1979 à Westmount, établi à Verdun en 1986.
Actions	Programme Parcours : Loisirs et activités parascolaires pour les jeunes de 9 à 17 ans. Programme Sac à dos : persévérance scolaire aux 2^e et 3^e cycles du primaire. Programme Passeport pour ma réussite : persévérance scolaire au secondaire. Mesures de soutien aux familles : service des dîners scolaires, campagne de Noël et fourniture scolaire. Deux sites de services : Centre Carolyn Hayes Renaud et le Centre de persévérance scolaire Marcelle et Jean Coutu.
Citoyens/nés visé/es	Enfants de familles vulnérables.
Structure de mobilisation	Organisme à but non lucratif classique. Quatre comités de bénévoles : Développement, Gouvernance, Programmes, Finances Collaboration avec les écoles et la communauté pour les programmes de persévérance scolaire. Les élèves s'inscrivent au programme dans leur école, participent à des ateliers de développement de méthodes de travail, d'habiletés scolaires et du goût de la lecture. Ils sont appelés à concevoir pour eux-même un plan d'action composé d'objectifs à atteindre. Les jeunes sont accompagnés par des intervenants.
Nombre de participants	450 jeunes inscrits à un programme en 2019-2020. 12 000 repas servis à 60 jeunes d'âge scolaire par année. 191 paniers de Noël distribués. Distribution de fournitures scolaires à 300 jeunes. 36 employés et 221 bénévoles.
Organismes mobilisés	Lieux de concertation - Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage (ROCLD) - Table de l'action communautaire (TAC) - Concertation en développement social de Verdun - Comité sécurité alimentaire de Verdun - Table de concertation jeunesse – comité 6-17 ans et 16-30 ans (TCJV) FamillePointQuébec Collaboration avec d'autres organismes - Repaire Jeunesse Dawson - Réseau d'entraide de Verdun - L'Ancre des Jeunes - Grandir sans frontière - L'Institut des troubles d'apprentissage – Station d'apprentissage - École de cirque de Verdun Conseils d'établissement - École secondaire Monseigneur-Richard - École primaire Chanoine-Joseph-Théorêt - École primaire Lévis-Sauvé - École primaire Notre-Dame-des-Sept-Douleurs
Diversité	Non disponible
Résultats	Non disponible
Personnes contact	Geneviève Chartré, Directrice générale, poste 018 Alison Vigouroux, Responsable des communications, poste 025
Contact	Centre Carolyn Hayes Renaud (siège social) 4926, rue de Verdun Verdun (Québec) H4G 1N3 Courriel : info@toujoursensemble.org Téléphone : 514 761-7867

	Centre de persévérance scolaire Marcelle et Jean Coutu 601, 2e avenue Verdun (Québec) H4G 2W7 Téléphone : 514 761-7867 #214
--	---

CJE Côte-des-Neiges
Initiatives inspirantes

Fiche 14
Collectif Récolte²⁰

Récolte est une entreprise sociale qui mise sur l'intelligence collective et la mobilisation communautaire pour catalyser des solutions qui mèneront à des pratiques alimentaires locales et durables.

Critère	Description
Territoire	Montréal
Visée de changement	« Nous œuvrons pour un écosystème alimentaire juste qui soutient des économies locales florissantes, des communautés saines et des environnements naturels résilients. »
Problème identifié	À Montréal, une personne sur dix souffre d'insécurité alimentaire. Il existe plus de 600 organismes communautaires oeuvrant au quotidien pour assurer un accès universel à une alimentation de qualité mais 40 % de ces organismes ne peuvent pas accepter tous les dons d'aliments disponibles car ils manquent d'espace de stockage disponible. Bref, les besoins sont criants mais le système ne fonctionne pas de manière optimale. En parallèle, il existe des fermes, notamment sur l'île de Montréal, qui pourraient produire plus, mais qui manquent d'entrepôts et d'équipements pour distribuer leurs produits. Dans le cadre de la démarche Faim Zéro menée par Récolte de 2018 à 2020 pour le compte de la Fondation du Grand Montréal, les acteur.trice.s de l'écosystème ont mis en lumière la nécessité de rendre plus efficient le réseau d'approvisionnement de la sécurité alimentaire à Montréal.
Stratégie	« Nous identifions, développons et coconcevons des solutions aux grands défis de l'écosystème alimentaire en rassemblant des expert.e.s locaux.ales, des intervenant.e.s et des leaders provenant de différents secteurs et communautés. Notre approche pour encourager l'innovation et l'impact intègre une combinaison de services centrés sur la consultation, l'accompagnement et la mobilisation de la communauté. Voici quelques domaines clés dans lesquels nous travaillons: - la sécurité alimentaire - les économies alimentaires locales - l'innovation sociale - l'entrepreneuriat social - les modèles d'affaires et de financement alternatifs »
Durée	Depuis 2017
Actions	Accompagnement et conseils à des entreprises ou des collectifs oeuvrant dans le domaine de l'alimentation, de la ferme à la transformation des aliments. Quelques exemples: Cartographie des intervenants et des écosystèmes, mise en place de communautés de pratique, recommandations et lignes directrices pour l'action collective, rapports sur l'état du secteur, retour sur les apprentissages, développement de partenariats. Plans de commercialisation, études de faisabilité, prototypage et développement de projets itératif, planification des communications, développement de partenariats, planification budgétaire. Foires sur l'alimentation, conférences, ateliers, projections de films, séances de discussions ciblées, campagnes sur les médias sociaux, soirées de présentations et de réseautage.

²⁰ <https://recolte.ca/accueil/>

	En collaboration avec Esplanade, Récolte anime un processus d'accompagnement pour les projets d'entrepreneuriat social touchant aux systèmes alimentaires. Un Centre de ressources est disponible sur le site web de l'organisme. Un système alimentaire local et intégré à Montréal (SALIM). Récolte est le pilote de cette initiative inscrite dans le programme Montréal en commun. Le mandat consiste à renforcer le réseau d'approvisionnement des organismes communautaires alimentaires à Montréal, tout en améliorant l'accès aux marchés pour les producteur.trice.s locaux.ales, par le biais d'un réseau d'infrastructures physiques et numériques. L'objectif ultime est que les aliments sains issus d'une agriculture de proximité sont accessibles aux personnes en situation d'insécurité alimentaire à Montréal. Le Mouvement de la ferme à l'ardoise : Ce mouvement rassemble l'ensemble des acteur.trice.s et des pratiques qui permettent un approvisionnement en circuits de proximité vers la restauration indépendante et les traiteurs.
Citoyens/nés visé/es	Ultimement, tous. Mais Récolte s'adresse surtout aux organismes et aux entreprises engagées dans l'établissement de systèmes alimentaires locaux.
Structure de mobilisation	Une équipe de professionnels qui animent des processus particuliers et locaux de systèmes alimentaires locaux et qui rassemblent et mettent à disposition des acteurs la connaissance disponible dans ce domaine.
Nombre de participants	Non disponible.
Organismes mobilisés	Fondation du Grand Montréal, Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal (Montréal en commun), Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique, Réseau Agriconseils, Fonds Écoleaders, D-Trois-Pierres, Regroupement Partage, Nombreux organismes locaux et entreprises...
Diversité	Non disponible
Résultats	Non disponible. L'organisme est né en 2017. Il jouit toutefois d'une réputation telle que la Fondation du Grand Montréal et la Ville de Montréal lui confient des mandats d'envergure.
Personnes contact	Laura Howard Cofondatrice et directrice, développement d'affaires et partenariats
Contact	5570 rue Cartier, Bureau 204, Montréal, QC, H2H 1X9 info@recolte.ca 514-360-1086

La vision 2025 du système alimentaire local et intégré (projet SALIM) :



Comité d'action de Parc-Extension (CAPE)²¹

Le Comité d'action de Parc-Extension travaille à l'amélioration des conditions de logement des résidentes et résidents les plus démunis en matière d'habitation du quartier Parc-Extension. En dépit d'un environnement défavorable, l'organisme de petite taille tient le coup, persévère, n'abandonne pas et, au-delà des services directs qu'il offre, anime des actions collectives et participe à de nombreuses concertations au nom d'une population défavorisée sur le plan économique, largement issue de l'immigration récente, aux prises avec de nombreux problèmes sociaux et, jusqu'à un certain point, laissée à elle-même.

Critère	Description
Territoire	Quartier Parc-Extension à Montréal
Visée de changement	L'amélioration des conditions de logement des résident.e.s de Parc-Extension.
Problème identifié	Parc-Extension est un quartier défavorisé sur le plan économique. 80% de ses habitants sont locataires. Trop peu de logements sociaux sont disponibles. Un grand nombre des logements locatifs sont insalubres. Des projets de construction domiciliaire (condos), institutionnelle (campus Outremont) ou commerciale représentent d'énormes défis.
Stratégie	Offrir des services directs aux locataires qui ont besoin de soutien pour élargir l'action sur le plan collectif par une mobilisation en faveur de la défense des droits de cette population, le développement de logements sociaux et la lutte contre la pauvreté. Ce travail se fait en concertation avec les autres organismes du milieu et les mouvements sociaux. « Le CAPE poursuit ses actions sur plusieurs fronts : celui des mauvaises conditions de logement, celui de l'abus envers les locataires les plus vulnérables et celui du développement du logement social. Toutefois, la lutte ne sera pas facile ; l'implantation du campus Outremont au sud du quartier et de nombreux projets de condos dans le secteur de Castelnau Ouest laissent présager des menaces de gentrification. »
Durée	Depuis 1986
Actions	Accueil et appui aux locataires Le CAPE offre de l'information et de l'appui aux résident.e.s du quartier Parc-Extension sur toute question concernant les droits et les obligations du locataire et du propriétaire. Nous offrons des rencontres individuelles au bureau ou par téléphone. Nous offrons également une aide à la rédaction de demandes, des visites de logement, un accompagnement à la Régie du logement. Ateliers d'information Le CAPE offre à la population et aux organismes du quartier des ateliers d'information sur divers sujets concernant le logement. Ces ateliers visent à informer les participant-es de la loi sur le logement, de leurs recours, des services disponibles et des règles à suivre pour mieux se défendre et améliorer leurs conditions de logement. Campagnes d'information Le CAPE tient des campagnes d'information afin de faire connaître aux locataires du quartier leurs droits et recours pour éviter des abus lors de périodes particulières comme celle des augmentations de loyer, du renouvellement de bail, du chauffage

²¹ <https://comitedactionparcex.org/>

	en période , etc. Nous tenons également des tables d'information dans les parcs du quartier pendant l'été. Actions collectives Le Comité d'action de Parc-Extension organise aussi différentes actions collectives où les résidants du quartier sont invités à se prendre en main pour améliorer leur qualité de vie. Nous offrons des sessions d'information sur le logement social; nous poursuivons l'appui à un groupe de requérant-e-s déterminés à s'impliquer pour la construction de logements sociaux. Aussi, nous offrons un appui technique aux locataires d'immeubles afin qu'ils entreprennent de démarches collectives auprès des propriétaires problématiques. Le CAPE mobilise ses membres et requérant-e-s à participer aux actions visant la défense des droits des locataires, le développement de logements sociaux et la lutte contre la pauvreté. Il travaille avec de nombreux organismes du milieu, sur différents projets visant l'amélioration de la qualité de vie des citoyens. Que ce soit à l'intérieur de tables de concertation, de regroupements ou de projets spéciaux, le Comité d'action de Parc-Extension a su créer des liens avec les acteurs locaux et les mouvements sociaux.
Citoyens/nés visé/es	La population locataire de Parc-Extension
Structure de mobilisation	Le CAPE ne compte que trois permanents. Sa structure paraît légère et fragile, vulnérable, mais tenace et persévérante devant l'adversité, la gentrification et la marginalisation d'une population défavorisée, diversifiée, à 80% locataire et laissée largement à elle-même.
Nombre de participants	Non disponible.
Organismes mobilisés	Différents réseaux et tables de concertation locales.
Diversité	Évidente, dans l'un des quartiers les plus cosmopolites de Montréal.
Résultats	Rester debout!
Personnes contact	Catherine Lussier, coordonnatrice
Contact	419, rue St-Roch, Sous-sol, Bureau SS03 Montréal, Qc, H3N 1K2 514-278-6028 cape@cooptel.qc.ca

Cartographie d'initiatives en transition sociale et écologique (TIESS)²²

Le TIESS (territoires innovants en économie sociale et solidaire), un centre de veille, de liaison et de transfert dont la mission est de contribuer au développement territorial par le transfert de connaissances en outillant les organismes d'économie sociale et solidaire, a mis sur pied une plateforme collaborative appeler passerelles. On trouve depuis le 10 décembre 2020 sur cette plateforme une carte (et une liste) d'initiatives en transition sociale et écologique.

- « La transition socioécologique pourrait se définir comme le passage de l'état actuel du système à un état socialement plus juste et écologiquement viable, rendu possible grâce à une transformation de nos modes de productions, de consommations et de vivre ensemble ».

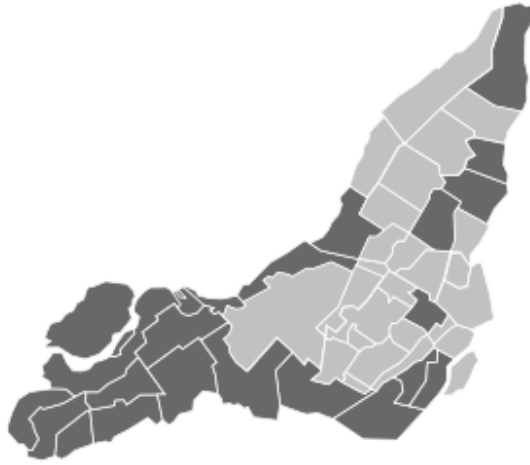
Critère	Description
Territoire	Chaque initiative, sauf exceptions qui ont une portée nationale, concerne un territoire particulier. Il y a 50 initiatives répertoriées dans cette carte (aussi disponible sous forme de liste).
Visée de changement	L'objectif de cette cartographie est de contribuer à l'accélération de la transition socioécologique : • en facilitant le repérage et la visibilité d'initiatives ; • en valorisant les initiatives porteuses pour l'ensemble du Québec ; • en permettant un meilleur maillage entre porteurs d'initiatives, mais aussi entre ces groupes et différents acteurs qui s'intéressent à la transition socioécologique.
Problème identifié	Si elles se complètent mutuellement et si elles répondent toutes à des préoccupations écologiques et sociales, ces initiatives sont de natures et de formes très variées et sont souvent méconnues. Cette réalité rend complexes les démarches visant à les repérer et à les documenter, freinant ainsi la diffusion des pratiques les plus porteuses.
Stratégie	Le projet a été porté par le TIESS, avec des partenaires, et le financement du gouvernement fédéral dans le cadre d'un programme lié à l'atteinte des objectifs de l'ONU en développement durable. Ce sont les promoteurs des initiatives qui inscrivent leurs initiatives sur la plateforme.
Durée	Lancé le 10 décembre 2020
Actions	Nous constatons aujourd'hui une multiplication d'initiatives locales qui expérimentent d'autres façons de produire, de consommer, de vivre ensemble sur les territoires. Ces démarches collectives déploient des solutions innovantes pour faire face aux défis majeurs auxquels nos sociétés sont confrontées : la crise écologique et les changements climatiques, mais aussi l'augmentation constante des inégalités sociales. Que ce soit par le biais de démarches de participation démocratique, de systèmes alimentaires locaux, de projets de transport collectif, de conversions d'immeubles ou de projets d'économie circulaire, ces groupes s'activent aux quatre coins du Québec de manière créative pour construire de nouvelles approches de développement qui s'inscrivent dans la transition socioécologique.
Citoyens/nés visé/es	Tous et toutes

²² <https://passerelles.quebec/cartographie/liste>

Structure de mobilisation	Inventaire. Ce projet de cartographie s'est développé en partenariat avec un collectif citoyen basé à Québec, à l'initiative du projet de cartographie Québec local. Cette cartographie se veut évolutive et participative, vous êtes ainsi invités à nous faire connaître vos impressions, vos propositions d'amélioration et vos idées de fonctions à ajouter en nous contactant ici .
Nombre de participants	50 initiatives recensées
Organismes mobilisés	La Solutionnerie, Café-Boutique la Forêt gourmande, Initiative les Petits-Pots, la Fresque des low-techs, Low-tech Lab de Montréal, Horti-Cité, Rack à Bécik, Coin du réparateur, Projet Young – Laboratoire transitoire, Courtepointe – un projet d'occupation transitoire, Espace Ville Autrement, Projet FEEDback Ahuntsic-Cartierville, Unio – Marché solidaire, Festivals et événements verts de l'Estrie (FEVE), Les Jardins Solidaires, Protec-Terre, Système T – Coopérative d'accompagnement en transition soico-écologique, Alt coop, Ciné vert, Incita coop conseil zéro déchet, La remise, LocoMotion, Après la pause, Mobilisation environnement Ahuntsic-Cartierville, La caravane de la transition, La coopérative Bibli'Outils, Le Blé – Monnaie locale complémentaire Québec, Demain Verdun, Les Jardins Mistouk, Coup de fraîcheur, Nourrir notre monde, Feuille de route pour la transition énergétique (Québec ZEN), Mères au front, Chemins de transition, L'Assomption en transition, Le Collectif Écorécoltes, Les Valoristes, Réseau interrégional pour la valorisation et le recyclage des appareils ménagers, Coopérative Arbre-Évolution, Urgence climatique Sherbrooke, Rimouski en Transition, Maski récolte, Des Chenaux récolte, Santropol Roulant, Bâtiment 7, Réemploi +, Pôle agroalimentaire de Lotbinière, Grand dialogue régional (Saguenay-Lac-Saint-Jean) pour la transition, la Transformerie, Laval en transition
Diversité	Non disponible
Résultats	L'initiative en est à sa première année d'existence.
Personne contact	Joël Nadeau, Développement et coordination de Passerelles, Cellulaire : 819 816-8379 Vincent van Schendel, directeur général du TIESS, Poste 602 Cellulaire : 514 949-7746 Toute l'équipe du TIESS : https://tiess.ca/nous-joindre/
Contact	Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) Maison de l'économie sociale 1431, rue Fullum, bureau 105 Montréal, H2K 0B5 Téléphone : 514-657-2270 Numéro sans frais : 1-855-657-2270 info@tiess.ca

SOUTIEN MODÉRÉ

Mise en œuvre d'un projet principal qui aura un effet levier



Pour une école de la citoyenneté

Ahuntsic - Favoriser l'inclusion des personnes vivant en contexte de pauvreté

Système alimentaire lachinois

Lachine - Favoriser une plus grande sécurité alimentaire

Espace d'échange et d'action en sécurité alimentaire

LaSalle - Favoriser une plus grande sécurité alimentaire

Un réseau de connexions pour briser l'isolement

Mercier-Est - Briser l'isolement des personnes plus vulnérables

Un système alimentaire local et solide dans Mercier-Ouest

Mercier-Ouest - Favoriser une plus grande sécurité alimentaire

Apprendre à travailler ensemble

Ouest-de-l'île - Assurer l'essentiel : sécurité alimentaire et logement

Mon Peter-McGill

Peter-McGill - Favoriser la mobilisation citoyenne pour l'amélioration du quartier

Milieus de vie dévitalisés/Montréal-Est

Pointe-aux-Trembles - Bâtir un milieu de vie rassembleur

Allez-vers : briser l'isolement des personnes vulnérables

Rosemont - Bâtir des milieux de vie rassembleur

Un toit, une table pour tous!

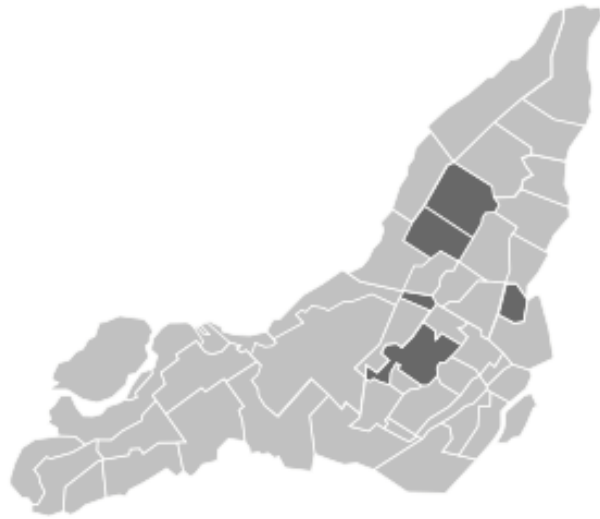
Verdun - Assurer l'essentiel : sécurité alimentaire et logement

Système alimentaire local

Ville-Émard/Côte-Saint-Paul - Favoriser une plus grande sécurité alimentaire

SOUTIEN INTENSIF

Mise en œuvre de plusieurs priorités du plan de quartier – *en déploiement*



Sécurité alimentaire, logement, vivre-ensemble et laboratoire citoyen

Centre-Sud

Logement

Côte-des-Neiges

Réussite des jeunes, vivre-ensemble et participation citoyenne

Saint-Léonard

**Sécurité alimentaire, logement, désenclavement, intégration sociale et professionnelle
et Maison communautaire**

Saint-Michel

Renforcement des capacités du milieu : évaluation, mobilisation et communication

Parc-Extension

Fiche 18

Les structures de concertation au niveau régional

Au cours des vingt dernières années, les structures de concertation en développement social et territorial ont été chambardées par de nombreux changements institutionnels²⁶. Cependant, plusieurs dispositifs sont toujours en place et d'autres sont nés de l'évolution récente. Cette fiche présente les principaux types de démarches de concertation territoriale concertée tels que recensés par l'Opération Veille et Soutien Stratégiques pilotée par Communagir, en 2016²⁷.

Les Pôles régionaux d'économie sociale²⁸ : Les Pôles régionaux d'économie sociale sont composés majoritairement d'entreprises collectives et d'acteurs de soutien. Leur rôle est de promouvoir l'économie sociale et de favoriser la concertation ainsi que le partenariat entre les intervenants locaux et régionaux en économie sociale afin d'harmoniser les interventions et d'en maximiser les effets. Ils assurent la réalisation d'actions de soutien au développement de l'entrepreneuriat collectif à partir des besoins et mandats respectifs de leurs partenaires. On compte 22 pôles, dont trois en territoire autochtone, dans les 17 régions administratives.

Démarches régionales de développement social : On nomme démarche régionale en développement social le fait que plusieurs organismes d'une même région administrative se regroupent sur une base intersectorielle, se mobilisent ou se concertent dans le but d'améliorer ou de faire progresser les interventions régionales en réponse aux besoins formulés régionalement. Ces démarches ont été créées dans la foulée des travaux liés au premier Forum de développement social tenu par le Conseil de la santé et du bien-être en 1998. Jusqu'à leur abolition, les Conférences régionales des élus ont soutenu ces démarches. Présentement, 17 sont membres du **Réseau québécois de développement social (RQDS)**²⁹.

Les instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative (IRC)³⁰ : Regroupées au sein du **Réseau québécois pour la réussite éducative**, ont comme rôle de mobiliser les acteurs régionaux et de développer les partenariats locaux dans la promotion des conditions de réussite éducative. La mission et les

²⁶ Voir la série de fiches intitulée **Évolution de la gouvernance au Québec**. Participation de la société civile et développement des territoires, produite en février 2021 pour le CJE Côte-des-Neiges. 50 pages. Et *Riches de notre histoire*, Regard rétrospectif sur l'histoire récente du développement collectif au Québec : trame de fond, parties prenantes, encaisse collective et conditions favorables. Inclut une riche bibliographie. 40 pages. 2017

²⁷ *Nous sommes ici !*, état de situation de l'action collective dans la perspective des acteurs, Partage des lectures de six organisations et réseaux : Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire, Communagir, Fondation Lucie et André Chagnon, Réseau québécois de développement social, Table nationale de développement communautaire, Territoires innovants en économie sociale et solidaire. 37 pages. Octobre 2016.

²⁸ <https://chantier.qc.ca/decouvrez-leconomie-sociale/poles-deconomie-sociale/>

²⁹ <https://rqds.org/membres-du-rqds/>

³⁰ <https://reussiteeducative.quebec>

structures d'activités de chacune des différentes IRC sont uniques et adaptées aux défis spécifiques de la région desservie. Seize instances sont présentes dans autant de régions administratives.

Les corporations de développement communautaire (CDC)³¹ : Une Corporation de développement communautaire (CDC) est une organisation qui regroupe les organisations communautaires œuvrant dans divers champs d'activité sur un territoire donné. Sa mission est d'assurer la participation active du mouvement populaire et communautaire au développement socioéconomique de son milieu. Les CDC ont donc une mission s'inscrivant en fonction de deux interfaces : la première, avec les organismes communautaires membres; et la seconde, avec le milieu local. Les CDC agissent à l'échelle des MRC en milieu rural et semi-rural et à l'échelle des villes ou des quartiers dans les centres urbains. Les CDC sont réunies au sein de la **Table nationale des CDC**. Regroupant **65 Corporations** de développement communautaire (CDC) réparties dans 14 régions du Québec, et rassemblant plus de 2 500 organismes communautaires partout sur le territoire québécois, le réseau et ses membres interviennent dans une multitude de domaines, principalement la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la santé, l'éducation, l'emploi, la défense des droits ainsi que le logement. Des CDC oeuvrant dans la région de Montréal agissent entre autre comme tables de quartier.

³¹ <http://www.tncdc.com>

Fiche 19

Ressources d'appui et d'innovation en développement social et territorial

Plusieurs ressources sont disponibles pour accompagner, soutenir, outiller des organismes, des entreprises d'économie sociale, des entrepreneurs sociaux, des groupes de citoyens dans le développement de leurs stratégies de mobilisation locale, selon des approches de développement ou d'innovation sociale. En voici quelques-uns des plus importants. Cette liste exclut les regroupements nationaux et elle n'est évidemment pas exhaustive.

TIESS³²

Le TIESS (territoires innovants en économie sociale et solidaire) est un centre de veille, de liaison et de transfert dont la mission est de contribuer au développement territorial par le transfert de connaissances en outillant les organismes d'économie sociale et solidaire afin qu'ils puissent faire face aux enjeux de société de façon innovante et transformer leurs pratiques. Le TIESS favorise les interactions entre les acteurs, identifie, répertorie et diffuse les expériences et rend accessible les connaissances entre chercheurs et praticiens de manière à ce que celles-ci soient intégrées dans la pratique des organisations.

Passerelles (TIESS)³³

Passerelles est une plateforme numérique collaborative qui rassemble une communauté de personnes oeuvrant pour la transformation sociale pour apprendre, collaborer, créer des solutions innovantes et transformer les pratiques et la société. Passerelles héberge une mosaïque de communautés de pratiques territoriales, privées ou thématiques. Le site héberge aussi une cartographie d'initiatives en transition sociale et écologique.

L'Esplanade³⁴

L'Esplanade est une communauté d'entrepreneurs pour l'innovation sociale composée de 350 membres actifs. Dans le but de relever collectivement les défis sociaux et environnementaux, l'Esplanade a pour mission de catalyser une communauté d'entrepreneurs, d'innovateurs et d'organisations, ainsi que de les accompagner à accroître leurs impacts et à pérenniser leurs projets. L'Esplanade offre quatre programmes d'accompagnement (190 organisations ont été accompagnées au sein de 14 cohortes depuis sa création en 2013) sur mesure et supportés par des coachs et experts dans trois secteurs clés : les systèmes alimentaires, la santé communautaire et la mobilité et l'énergie.

³² <https://tiess.ca/qui-sommes-nous/le-tiess-en-bref/>

³³ <https://passerelles.quebec/info>

³⁴ <https://esplanade.quebec/>

La Maison de l'innovation sociale (MIS)³⁵

Organisme sans but lucratif localisé à Montréal, la MIS est un acteur de l'écosystème québécois en innovation sociale et un levier dans l'émergence et le développement de projets à fort impact social positif, auprès de collectifs citoyens, d'organisations gouvernementales, d'universités et du milieu entrepreneurial. La MIS **provoque** l'émergence d'innovations sociales et capte celles qui, par manque de soutien et d'expertise, n'auraient pas l'occasion d'être déployées. Elle **révèle et amplifie** le potentiel d'impact positif de ces innovations, **outille** les organisations, les milieux et les acteurs et **connecte** les idées à impact positif aux leviers de déploiement, car c'est en favorisant leur mise à l'échelle qu'elle promeut l'innovation sociale. La MIS anime un incubateur civique, un programme d'innovateurs sociaux en résidence, une plateforme numérique (Tangram³⁶) de ressources (événements, concours, appels à projet, experts, sources de financement ; 58 organisations sont recensées) et son programme Villes d'Avenir.

Dynamo³⁷

Dynamo est une équipe conseil qui, pour créer des collectivités inclusives, vivantes et florissantes, épaula des personnes, des organisations et des collectifs qui contribuent au changement social, dans le développement de leurs capacités à collaborer, apprendre et agir ensemble. Ses services d'accompagnement et de formation amplifient la capacité à travailler en mode collaboratif. Dynamo travaille avec des regroupements locaux, régionaux et nationaux; des arrondissements, villes, villages et MRC; des organisations; des institutions; des fondations et des entreprises en économie sociale ou entreprises préoccupées par leur impact social. Dynamo accompagne entre autre par un appui aux processus d'évaluation, les démarches appuyées par le PIC-Centraide.

Communagir³⁸

Communagir est un OBNL qui offre des services d'accompagnement et de formation pour les personnes, les groupes et les organisations concernés par le développement collectif au Québec. Il met gratuitement à disposition un contenu de référence sur le développement collectif ainsi que de nombreux outils d'animation sur le portail «Communagir pour emporter». Il mène des activités de recherche et développement, soutenant l'émergence et le transfert de nouvelles pratiques et connaissances utiles et habilitantes. Il anime Nous.Blogue, est fiduciaire de **l'Opération veille et soutien stratégiques** (veille et production d'information et d'outils sur les transformations à l'œuvre au Québec dans le champ du développement collectif) et coordonne avec Innoweave le projet Corenfacement des capacités pour des changements systémiques, justes, inclusifs et durables.

- **l'Opération veille et soutien stratégiques (OVSS)³⁹** : Depuis les cinq dernières années, les règles du jeu du développement du territoire et des collectivités du

³⁵ <https://www.mis.quebec/>

³⁶ <https://tangram.mis.quebec/qc/fr/trouver-du-soutien>

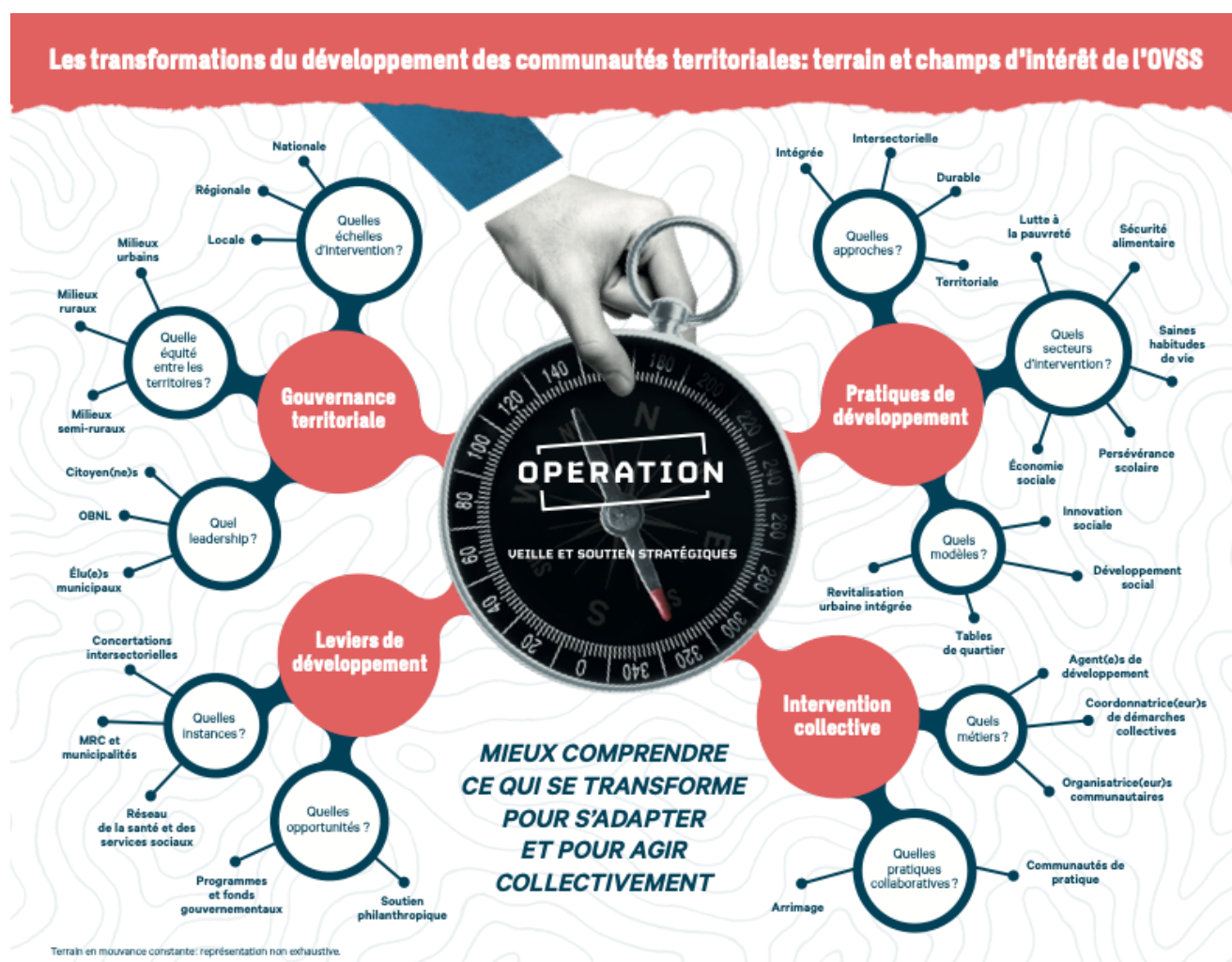
³⁷ <https://dynamocollectivo.com/>

³⁸ <https://communagir.org/>

³⁹ <http://www.operationvss.ca/>

Québec se sont transformées de façon accélérée. L'Opération veille et soutien stratégiques s'intéresse à ces bouleversements pour soutenir les acteurs directement concernés. Mieux comprendre ce qui se transforme, c'est être en mesure de s'adapter et de se donner des repères pour agir collectivement!

Objectifs de l'OVSS : Identifier, documenter et comprendre les transformations actuelles et à venir ; Outiller les acteurs terrain pour qu'ils puissent s'adapter de manière stratégique aux transformations. Le Comité de direction de l'OVSS est composé de Communagir, de la Fondation Lucie et André Chagnon, du Réseau québécois de développement social (RQDS), du Centre de recherche et consultation en organisation communautaire (CRCOC) et du Regroupement québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire en CISSS et CIUSSS (RQIIAC).



— Quelques publications pertinentes de L’OVSS en matière d’initiatives inspirantes⁴⁰

- Étude de cas : cinq démarches d’inclusion sociale et de participation citoyenne
- Étude de cas de trois démarches territoriales concertées

Institut du Nouveau Monde (INM)⁴¹

L’INM est une entreprise sociale à but non lucratif, non partisane, vouée à l’accroissement de la participation des citoyens à la vie démocratique. L’INM offre des activités d’éducation civique aux jeunes de 12 à 35 ans ainsi que des services de design, de planification, d’animation et de rapportage de processus de consultation publique à l’échelle nationale ou locale. L’INM agit également comme une boîte à idées (think tank) sur les enjeux démocratiques, sociaux, économiques et politiques notamment par la publication de son ouvrage annuel *L’état du Québec*.

Dans les universités

On trouve dans plusieurs universités des structures qui collaborent avec des organisations locales à des projets de développement social et territorial. À ce titre, mentionnons à titre d’exemple les Services aux collectivités de l’UQAM⁴², le Bureau de l’engagement communautaire de l’Université Concordia⁴³, le Pôle IDEOS (gestion des entreprises sociales) de HEC Montréal⁴⁴, l’École d’innovation sociale de l’Université Saint-Paul⁴⁵ et Cité ID Living Lab de l’École nationale d’administration publique (ENAP)⁴⁶

⁴⁰ <http://www.operationvss.ca/publication-ovss/>

⁴¹ <https://inm.qc.ca>

⁴² <https://sac.uqam.ca>

⁴³ <https://www.concordia.ca/fr/a-propos/engagement-communautaire/bureau.html>

⁴⁴ <https://ideos.hec.ca>

⁴⁵ <https://ustpaul.ca/innovation-sociale.php>

⁴⁶ <http://cite-id.com/a-propos>

